

La Fondation Konrad Adenauer au Sénégal

**40 Ans d'Engagement pour la
Démocratie, la Liberté et la Paix**

1976-2016



**Jubilé de la Fondation Konrad Adenauer à
Dakar, 19 mai 2016**

Table des matières

Programme du jubilé du 19 mai 2016	4
L'historique des activités de la FKA Dakar.....	5
Présentation des partenaires	9
TAATAAN – Décentralisation	
Genèse de l'appui de la FKA à la politique de décentralisation au Sénégal	9
Conseil National du Patronat (CNP)	13
Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)	
Un journalisme de qualité, vecteur de la démocratie	17
Association des communicateurs catholiques du Sénégal	20
Association pour le Développement du Pays Bassari au Sénégal (ADPBS)	22
Association pour le développement des femmes de Kédougou (ADFK)	
Promotion des droits politiques et civiques des femmes.....	24
Association d'appui aux initiatives locales et l'environnement (A.I.L.E)	25
Association des journalistes en régions frontalières (AJRF)	
Le journalisme en régions frontalières, un défi et une chance.....	27
Association des Juristes Sénégalaises (AJS)	
Coopération avec la FKA	30
Amnesty International	34
Association Nationale des Elèves et Étudiants Bassari (ANEEB)	35
Agence de Presse Sénégalaise (APS)	
Une agence de presse au service des citoyens et des médias nationaux et internationaux	37
Association Sénégalaise de Coopération Décentralisée (ASECOD)	
Afrique Citoyenne. Une bande dessinée qui réjouit et instruit.	41
CARITAS	
Perspectives de réintégration économique et sociale d'émigrés retournés au Sénégal	43
Cinéclub de la FKA Dakar	
Le cinéma comme moyen de formation politique et civique.....	48

Comité d'Appui et de Soutien Au Développement Economique et Social en Casamance (CASADES)	
Partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer	50
Coordination des Unions des Associations (CUDAFCS)	52
Dialogue interreligieux	
La genèse du programme sur le dialogue interreligieux de la FKA Dakar	54
Génération Non-Violente	
10 ans de partenariat avec la Génération Non-Violente	57
Groupe de réflexion et d'appui aux initiatives féminines (GRAIF)	
Programme d'accès des femmes rurales à la gouvernance locale et du renforcement de leur rôle dans la gestion de l'Environnement	61
Jeunesse Etudiante Catholique (JEC)	
Education à la paix et au dialogue à l'Université.	66
Mouvement contre les Armes Légères en Afrique de l'Ouest (MALAO)	69
Mouvement Citoyen (MC)	
La formation et la participation au centre des activités	73
Radio Alfayda FM 90.1	
Connaître ses droits par voie radiophonique	77
Radio Convergences Thiès FM	
Une radio de réflexion et d'éducation à la citoyenneté	79
Réseau des Boursiers et Ancien Boursiers de la Fondation Konrad Adenauer (REBAFKA)	
Le REBAFKA, un partenaire naturel de la FKA.....	80

La Fondation Konrad Adenauer au Sénégal **40 ans d'engagement** **pour la démocratie, la liberté et la paix**

**Sous le haut patronage de Son Excellence M. Macky Sall,
Président de la République du Sénégal**

Le jeudi 19 mai 2016, Stèle Mermoz, Dakar

Programme

- 8h30 Installation des invités
- 9h00 Cérémonie d'ouverture
- Mme Andrea Kolb, Représentante Résidente
- Son Excellence, Monsieur Bernard Kampmann, Ambassadeur
 d'Allemagne
- Son Excellence Monsieur Abdoulaye Diouf Sarr, Ministre de la Gouver-
 nance locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire
- Projection d'un *reportage vidéo* sur les 40 ans de la FKA au Sénégal
- 10h00 Pause-Café. Dégustation du gâteau d'anniversaire
- 10h30 Introduction : *Développement territorial et participation citoyenne*
- 11h15 *Débats* avec témoignages des acteurs de la décentralisation et de
 tous les partenaires de la FKA
- 13h00 Déjeuner
- 14h30 Présentation du *livret des partenaires* de la FKA
- 15h00 *Quizz* Jeu de question et réponses sur la FKA, ses projets
 et ses partenaires
- 16h00 Ouverture de *l'exposition* et du *forum de créativité*

La FKA 40 ans au Sénégal – une histoire, des parcours

L'historique des activités de la FKA au Sénégal 1976-2016

La Fondation Konrad Adenauer a commencé ces activités au Sénégal il y a 40 ans, tout d'abord dans le cadre d'appui à la décentralisation. L'objectif principal de cette coopération, a été et est la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne pour un développement territorial harmonieux et durable.

En 1976 furent jetés les jalons d'un ambitieux programme de formation de cadres de la Direction de l'Expansion Rurale et des populations rurales. Dans une deuxième phase, avec le soutien de la FKA, furent élaborés les plans locaux de développement (PLD) pour chacune des communautés rurales (317 à l'époque), et depuis 1995, le programme d'appui aux collectivités locales conduit par l'agence ASADIC TAATAAN met œuvre au renforcement des capacités des conseillers ruraux et des responsables des organisations de la société civile pour les aider à bien mener les tâches que les pouvoirs publics et le peuple leurs ont assignées. L'Acte III de la décentralisation constitue une nouvelle donne qui s'inscrit dans la continuité et une promotion renforcée du développement territorial. Taataan et la FKA ont axé les interventions sur une meilleure compréhension de cette nouvelle loi qui contribuera à une meilleure implication des élus et des citoyens dans le développement territorial et une conduite plus efficace des programmes pour booster l'essor économique et social des collectivités locales.

Dans le domaine de la promotion économique, le partenaire privilégié de la FKA au Sénégal est, depuis 1992, le CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DU SENEGAL (CNP). L'objectif principal de cette coopération est la promotion du secteur privé en s'inspirant d'un modèle d'économie de marché d'orientation sociale par le biais de mesures de formation pour entrepreneurs, cadres et employés d'entreprises, des études du paysage économique, de la publication de la revue «Entreprendre Plus » et d'émissions radio « L'Entreprise citoyenne ». Une priorité de notre coopération est aussi la promotion du dialogue entre le secteur privé et le monde politique et entre le CNP et les partenaires stratégiques des entrepreneurs : le Parlement, le Gouvernement, les médias, les syndicats, les autres institutions de la République.

Depuis 1997, une nouvelle phase de projet a commencé et la FKA a élargi ses programmes et le faisceau de ses partenaires. Une importance particulière est accordée à la sensibilisation des populations en vue de leur participation massive aux échéances électorales. Ainsi, la FKA a souvent soutenu le MINISTERE DE L'INTERIEUR, durant des périodes électorales. Avec des spots transmis à la radio et à la télévision, des banderoles, des affiches, des manifestations publiques et populaires, on a mené des actions à travers le pays pour inciter les populations à s'inscrire sur les listes électorales et pour les mobiliser à participer massivement aux élections.

La FKA a également, durant les dernières années de la décennie des années 90, appuyé l'association PRESENCE CHRETIENNE dans l'organisation de conférence publiques, les légendaires « Mardi de Brottier », où les candidats aux échéances électorales sont venus mesurer leurs forces, verbalement bien entendu.

Le soutien des institutions élues au Sénégal revêt un grand intérêt pour la FKA, ainsi elle a aidé les parlementaires de L'ASSEMBLEE NATIONALE de se familiariser avec les Nouvelles Technologies de l'Information par le biais de formations et de séminaires. Elle a également organisé des séminaires de renforcement de capacités avec le SENAT et l'Assemblée Nationale, comme par exemple sur les procédures législatives et d'amendement.

Les médias et les journalistes, en tant que vecteurs et multiplicateurs des idéaux et des valeurs démocratiques, revêtent un intérêt particulier dans l'engagement de la FKA au Sénégal. C'est dans cette perspective que la FKA coopère, depuis 1997, avec le CENTRE D'ETUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION (CESTI) de l'Université Cheikh Anta Diop et depuis 2000, avec l'APS (Agence de Presse Sénégalaise). La coopération avec le CESTI est surtout connue à travers la publication des « Cahiers de l'Alternance ». Le premier volume : « Chronique d'un événement démocratique majeur » après la première alternance politique au Sénégal en 2000, a été l'amorce d'une série qui est actuellement au 18^{ème} numéro. Les Cahiers sont élaborés par les étudiants du CESTI, encadrés par les professeurs et portent toujours sur un sujet d'intérêt général ou d'actualité. Ayons une pensée pieuse pour le regretté Alain Agboton, initiateur des Cahiers, décédé en 2004. Un autre produit de marque de cette coopération sont les « Regards croisés entre politique et médias » qui constituent un échange fructueux entre représentants des partis politiques, de la société civile et des médias.

La FKA soutient L'AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE APS dans le cadre du renforcement des capacités des journalistes. Depuis 2008, le thème de l'information régionale est au focus de cette formation continue. L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES EN REGIONS FRONTALIERES AJRF est un produit des séminaires en régions périphériques, avec le soutien de la FKA et du CESTI, elle organise des renforcements de capacités pour journalistes dans ces zones difficiles d'accès et dans des conditions souvent particulières.

La FKA œuvre pour la promotion de la femme dans les domaines économiques et politiques en soutenant le GRAIF (GROUPE DE RECHERCHES ET D'APPUI AUX INITIATIVES FEMININES) dans la région de Thiès, depuis 1998, dans ses programmes d'accès des femmes aux postes de décision. Dans la région de Kédougou, elle appuie l'Association pour le développement des femmes de Kédougou (ADFK), avec les mêmes objectifs, et au niveau national, elle coopère depuis de longues années avec la CUDAFCS (COORDINATION DES UNIONS DIOCESAINES DES ASSOCIATIONS DES FEMMES CATHOLIQUES DU SENEGAL). L'ASSOCIATION DES JURISTES SENEGLAISES (AJS) œuvre pour l'équité de genre dans tous les domaines, et la FKA l'appuie dans le renforcement des capacités de femmes leader.

Un des objectifs prioritaires de la FKA au Sénégal est le renforcement des organisations de la société civile qui contribuent au développement de la démocratie et de l'esprit citoyen des populations. Le MOUVEMENT CITOYEN est le partenaire de la FKA depuis plus de vingt ans dans un programme de formation politique et civique de jeunes acteurs de développement qui vise à sensibiliser les jeunes et à les motiver à

s'impliquer dans l'éducation civique et la prise de décision. La FKA coopère aussi avec la CARITAS dans un programme de réinsertion d'émigrés retournés au Sénégal.

La promotion des droits humains, l'éducation à la paix et la gestion et prévention de conflits sont devenus des thèmes d'actualité dans la première décade du nouveau millénaire, vu la situation en Casamance et d'autres conflits sociaux. Ainsi, la FKA a appuyé l'ORGANISATION NATIONALE DES DROITS HUMAINS (ONDH) et coopère depuis plus de 10 ans avec AMNESTY INTERNATIONAL section du Sénégal, le COMITE D'APPUI ET DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL EN CASAMANCE (CASADES) et la GENERATION NON VIOLENTE (GNV). Dans la même lancée, elle soutient le MOUVEMENT AFRICAIN DE LUTTE CONTRE LES ARMES LEGERES EN AFRIQUE DE L'OUEST (MALAO) dans un programme de formation sur les armes légères et de petit calibre (FALSEN).

Dans le but de renforcer l'éducation civique des jeunes, la FKA collabore avec l'organisation ASECOD (ASSOCIATION SENEGALAISE DE COOPÉRATION DECENTRALISEE) à travers la bande dessinée pédagogique intitulée Afrique Citoyenne. Ces BD qui suscitent l'esprit et l'action civiques des jeunes dans tous les domaines, sont envoyées aux CEM, Lycées et aux associations de jeunes. L'approche ludique de transmission d'idées et d'idéaux est efficace et les effets sont durables : les jeunes utilisent les BD comme base de discussion, mais aussi d'action, les activités de clubs civiques et d'autres initiatives du milieu scolaire en témoignent.

L'art est aussi le support principal d'une autre activité de la FKA : le CINECLUB. Avec sa vocation de l'éducation à la citoyenneté, à travers la présentation et la discussion de films africains, il est devenu une institution. Créé en 2004, il réunit tous les derniers jeudis du mois entre 50 et 120 jeunes et moins jeunes autour d'un film, pour donner l'occasion de regarder un long métrage ou d'un film documentaire, de préférence africain et d'en discuter – souvent en présence du réalisateur. Le cinéclub est aussi une opportunité offerte aux jeunes réalisateurs africains de présenter leurs œuvres au public, et donne ainsi une véritable tribune au cinéma africain.

Mais nous ne pouvons pas parler de l'art sans mentionner la troupe TOTOK ! Issue du Mouvement Citoyen, elle sensibilise et suscite l'action citoyenne, à travers des pièces pour promouvoir la paix en Casamance, l'esprit critique et constructif par rapport aux problèmes de société, l'engagement citoyen.

Les Mouvements d'action catholique comme les SCOUTS, les CVAV et la JEC sont venus rejoindre le pool des partenaires de la FKA, à la suite de Présence Chrétienne, tous des partenaires engagés à combattre l'incivisme et à instaurer une notion de citoyenneté basée sur la responsabilité, le respect du bien commun et la promotion de la participation citoyenne.

Chemin faisant, et avec ces expériences probantes, la FKA a compris que l'engagement des jeunes est le fer de lance pour une nouvelle citoyenneté, pour un véritable changement de mentalités et la manière de gérer la cité. Une autre notion est venue s'ajouter aux actions soutenues par la FKA: l'importance de l'identité et de la diversité culturelle pour le développement. Pour paraphraser Senghor, il faut être profondément enraciné dans sa culture pour pouvoir s'ouvrir aux autres. Ainsi on

pourra bénéficier au maximum des différentes cultures et apporter notre contribution, enrichir le patrimoine culturel national voire mondial. Dans ce domaine, mais aussi dans beaucoup d'autres secteurs et sujets, particulièrement la protection de l'environnement, la promotion de la femme et des jeunes, nous coopérons avec L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DU PAYS BASSARI AU SENEGAL (AD-PBS), L'ASSOCIATION D'APPUI AUX INITIATIVES LOCALES ET A L'ENVIRONNEMENT (AILE), et L'ASSOCIATION NATIONALE DES ELEVES ET ETUDIANTS BASSARI (ANEEB). Nous avons également coopéré dans cette lancée avec la SOCIETE GOETHE des défunts professeurs Uta et Booker Sadj, paix à leur âme.

Le DIALOGUE INTERRELIGIEUX figure parmi les priorités de la FKA au Sénégal et dans le monde. Dans ce domaine, la FKA coopère avec l'Université Cheikh Anta Diop, l'ASECOD, la Direction des Œuvres diocésaines et l'Ambassade d'Israël. Depuis 2006, la FKA organise des réflexions sur les religions et le dialogue interreligieux, le mieux connu est le colloque annuel sur le dialogue interreligieux qui s'avère être également un dialogue entre les cultures.

Le PROGRAMME DE BOURSES est en quelque sorte transversal: au-delà de la promotion des jeunes élites qui brillent par leur excellence aux études et leur engagement pour la société, les boursiers issus de plus de 10 pays d'Afrique, constituent un pool d'échange interculturel et interreligieux et un véritable think-tank sur les problèmes de société et les perspectives de développement. En effet, ils sont des précurseurs et, nous l'espérons, les artisans du panafricanisme et de l'union africaine.

Nous remercions tous les partenaires et amis de la FKA et espérons que de nouveaux liens et contacts, des idées inspirantes et des synergies sortiront des contacts et échanges entre nos amis et partenaires, aujourd'hui et à l'avenir.

UTE GIERCZYNSKI-BOCANDE



TAATAAN – DECENTRALISATION

Genèse de l'appui de la FKA à la politique de décentralisation au Sénégal

I - Contexte : Politique de décentralisation et de développement local au Sénégal

La décentralisation constitue un enrichissement de l'exercice du pouvoir par la participation consciente des citoyens dont la solidarité est effective dans les collectivités librement administrées par les élus locaux appuyés par les représentants de l'Etat en vue de leur développement économique et social.

Au Sénégal, pays où l'administration territoriale et locale connaît une longue tradition qui remonte à l'époque coloniale, l'Etat a opté de façon volontaire pour une politique de décentralisation.

Ce processus, enclenché depuis plusieurs décennies déjà, laisse apparaître une nette volonté politique d'adapter les structures administratives aux impératifs du monde moderne et aux idéaux de liberté et de démocratie auxquels adhèrent depuis toujours les populations Sénégalaises.

Cependant, malgré tous les efforts jusqu'ici consentis, des défis majeurs subsistent encore dans un environnement marqué par l'analphabétisme et le manque de formation de l'écrasante majorité des citoyens en général et des élus locaux en particulier.

C'est pourquoi le gouvernement du Sénégal accorde une importance particulière à la formation des élus et des membres de la société civile dans la mise en œuvre de la politique de décentralisation.

Aussi, la Fondation Konrad Adenauer (FKA), consciente de l'intérêt et de la place qu'occupe la formation dans le processus de décentralisation, a fait du renforcement de capacité des acteurs locaux singulièrement des élus et des membres de la société civile, son domaine d'intervention majeur dans son appui à l'Etat du Sénégal.

Cet appui qui remonte depuis 1976, se poursuit encore à travers le programme d'appui aux collectivités locales mis en œuvre par l'agence Taataan.

Pour mieux comprendre comment cet appui a évolué et quels sont les acquis majeurs tirés de cet appui ; il importe de dresser la genèse de l'appui de la FKA à la politique de décentralisation au Sénégal.

II - Genèse de l'appui de la FKA à la politique de décentralisation

De 1976 à ce jour, l'appui de la FKA à la politique de décentralisation s'est poursuivi en quatre phases successives.

PHASE I (1976 -1984)

Appui à la mise en place d'une administration locale

Objectif global: Assurer la formation des cadres intermédiaires de l'administration déconcentrée.

- Acquis majeurs:
- ✓ En 1984 toutes les collectivités locales sont dotées d'organes élus pour participer à la gestion des affaires locales ainsi naquit une première ère dans la participation des populations rurales.
 - ✓ Les capacités d'intervention des cadres et agents des CERP renforcés.

PHASE II (1985 -1996)

Promotion d'une planification à la base

Objectif global: Améliorer le système de planification nationale qui n'intégrait que très faiblement les préoccupations locales.

- Acquis majeurs:
- ✓ En 1990 transfert de la gestion du budget du représentant de l'Etat au président de la communauté rurale ce qui traduit une avancée dans la responsabilisation des élus locaux.
 - ✓ En 1996 l'adoption d'un nouveau code des collectivités locales conférant aux élus locaux la compétence PLANIFICATION ainsi que la reconnaissance juridique des plans locaux de développement (PLD) comme outils de planification des investissements locaux.

PHASE III (1997 - 2003)

Promotion d'une bonne gouvernance locale participative

Objectif global: Tester et vulgariser une démarche axée sur le développement d'outils et de mécanismes de gestion participative du développement dans une perspective de bonne gouvernance locale.

- Acquis majeurs:
- ✓ Appropriation des outils et de la démarche par les partenaires tels GTZ, PNUD/FENU, Banque Mondiale et Union Européenne dans la mise en œuvre de leur programme d'appui à la décentralisation.
 - ✓ Publication et vulgarisation de modules de formations adaptés aux besoins des acteurs locaux et singulièrement des élus.

PHASE IV (2004 – à ce jour)

Promotion d'un développement participatif par le renforcement des capacités et compétences des acteurs locaux

Objectif global: Promouvoir un développement local participatif par le renforcement des connaissances et des compétences des acteurs locaux.

Acquis majeurs:

- ✓ Publication et vulgarisation de sept (07) Numéros du « **cahier du formateur en décentralisation et développement local** » ; ouvrages de plus en plus sollicités par les étudiants évoluant dans les nouvelles filières de la décentralisation et du développement territorial
- ✓ Développement d'un partenariat soutenu avec les ARD et appui à la mise en place de pool de formateurs.
- ✓ Développement d'un partenariat avec les radios communautaires pour amplifier et relayer les contenus des formations auprès des citoyens.
- ✓ Publication de trois(3) numéros du livret « **Comprendre la décentralisation et le développement local** »



Bilan par an de la composante renforcement des capacités	
NOMBRE DE SESSIONS RÉALISÉES PAR ANNEE	30 sessions réalisées dont 2 FF
CIBLES	Elus et membres société civile locale et personnels d'appui des CL composée en moyenne 55% Hommes 45% Femmes
NOMBRE DE BENEFICIAIRES DIRECTS PAR ANNEE D'INTERVENTION	1200 pers formées Avec une moyenne de 40 pers/session
THÉMATIQUES	L'organisation et Fonctionnement des CL Le budget de la collectivité locale La réforme portant Acte 3 de la décentralisation La Gestion des services publics locaux(PPP Le budget et mobilisation des ressources financières de la commune La Gestion des terres La gestion participative Le contrôle citoyen de l'action publique
REGIONS D'INTERVENTION	Dakar, Louga, Sédhiou, Kaolack, Fatick, Kaffrine Diourbel et Thiès

Conclusion

L'appui de la FKA au processus de décentralisation et de développement local, peut être considéré comme un laboratoire, un vivier de réflexion et d'observatoire de bonnes pratiques.

L'intervention de la FKA a su s'adapter et épouser les contours des enjeux déclinés par les autorités publiques centrales et locales.

En optant de focaliser son appui sur le renforcement des capacités des acteurs locaux; la FKA a bien conscience que la réussite de la politique de décentralisation passe nécessairement par une correcte prise en charge des besoins de formation.

Aujourd'hui avec la nouvelle réforme en cours ce besoin d'accompagnement reste encore très vivace.

M. CHEIKHOU OUMAR FAYE, Directeur de TAATAAN ASADIC



CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT (CNP)

I. Présentation du CNP

Le Conseil National du Patronat (**CNP**) est une confédération de 34 Groupements Professionnels d'Employeurs et de 7 Membres Associés dont les entreprises sont présentes dans tous les secteurs d'activités de l'économie nationale.

1. Secteurs d'activités

L'Industrie, l'Agriculture, les Banques et Etablissements Financiers, les Assurances, les Transports (aériens, maritime et terrestres), le Transit et la Manutention, les Bâtiments et Travaux publics, le Tourisme et l'Hôtellerie, les TIC, le Notariat, le Franchise, la Santé, l'Intérim, le Conseil, le Commerce et les Services, l'Entrepreneuriat Féminin, etc... pour ne citer que ceux-là.

2. Missions

- Représenter les membres et défendre leurs intérêts auprès des instances nationales, régionales et internationales ;
- Constituer un cadre de concertation approprié pour une coopération dynamique ;
- Assurer la cohésion indispensable des membres ;
- Renforcer le dialogue public/privé, et la concertation avec les partenaires sociaux et les partenaires au développement ;
- Communiquer toutes informations utiles portant sur l'environnement des entreprises.

3. Instances de Décision et de Représentation

- L'Assemblée Générale des Représentants ;
- Le Conseil d'Administration ;
- Le Bureau Exécutif ;
- Le Secrétariat Permanent ;
- Les Commissions Techniques (permanentes et ad hoc).

4. Services

Pour le Renforcement des capacités des membres, nous avons 4 cellules actives, à savoir :

- Cellule « Productivité et mise à niveau des entreprises » ;
- Cellule « Santé et Sécurité en milieu professionnel » ;
- Cellule « Informations Commerce International » ;
- Cellule « VIH/SIDA et Maladies transmissibles ».

Notre engagement de défense des intérêts des membres : notre force de proposition et de négociation à travers les commissions techniques.

Notre engagement social à travers :

- o La prévention en hygiène, sécurité et environnement ;
- o La prévention des risques professionnels ;
- o La charte sociale tripartite ;
- o La promotion de la RSE ;
- o La mise en œuvre du Pacte national de Stabilité sociale et d'Emergence économique (PNSSE).

5. Nos supports de communication

- La Revue « Entreprendre Plus » ;
- L'Emission radiophonique mensuelle « l'Entreprise Citoyenne » diffusée sur la Radio Sénégal International Rewmi FM 97.5 ;
- Le Site Web : www.cnp.sn;
- Les Emissions Télévisées ;
- Les Points et conférences de presse ;
- Les Interviews et contributions dans les media publics et privés ;
- Les Séminaires et ateliers, etc.

II. La FKA et le CNP : un compagnonnage réussi, original et durable

Dans le domaine de la promotion du Secteur Privé, le partenaire privilégié de la FKA est, depuis 1992, le Conseil National du Patronat du Sénégal (CNP).

Le partenariat CNP/FKA nous a permis de renforcer et d'augmenter :

- la compétitivité des entreprises ;
- les compétences, qualifications et productivité des ressources humaines ;
- le dialogue Public/Privé ;
- le dialogue social et la démocratie ;
- la visibilité du CNP, aux niveaux national, régional et international.

Il repose sur :

- des séminaires et ateliers de formation pour les chefs d'entreprises, les cadres et autres employés ;
- des études économiques et stratégiques ;
- l'organisation des « Assises annuelles de l'Entreprise » qui ont acquis droit de cité dans l'espace économique et social ;
- la publication de la revue « Entreprendre Plus » ;
- la production du magazine radiophonique du CNP « L'Entreprise Citoyenne » diffusée sur la radio Rewmi Fm 97.5 et relayé par internet.

Ces actions et productions contribuent, largement, à vulgariser les idées et propositions du CNP concernant le rôle que doivent jouer les entreprises dans la société.



Au niveau des acquis, des actions initiées avec l'appui de la FKA, ont permis au CNP de contribuer, largement à la mise en place du nouveau Code Général des Impôts et du nouveau Codes des Douanes. Aux concertations en cours, pour l'élaboration des décrets d'application, arrêtés et circulaires y relatifs.

Ce partenariat a également permis au CNP de contribuer entre autres, à :

- la mesure et la maîtrise de l'impact de la dévaluation du FCFA intervenue en 1994, notamment, à travers l'identification des contraintes stratégiques et des mesures correctives, l'animation du Comité tripartite de suivi de la dévaluation ;
- la formulation du dernier code du travail (1997) et des amendements y relatif ;
- l'amélioration du système de passation des marchés publics ;
- la campagne contre la fraude, le dumping et la concurrence déloyale au vu de leur impact sur la compétitivité de l'économie sénégalaise ;
- l'information et la sensibilisation sur les Accords de Partenariats Economiques (APE) et le Tarif Extérieur Commun de l'Afrique de l'Ouest (TEC CEDEAO) ;
- l'élaboration de la « Loi sur le développement des PME et la modernisation de l'Economie » ;
- une meilleure prise du dialogue public/privé dans le secteur de l'économie numérique, ainsi que sur la problématique du financement des PME TIC ;
- la sensibilisation sur la protection des données à caractère personnel ;

- aux différentes concertations sociales tripartites (Etat- Patronat-Travailleurs) ;
- l'amélioration continue de la santé et sécurité en milieu professionnel ;
- la structuration de la relation entre les structures de formation et l'Entreprises, en vue de renforcer l'adéquation entre la Formation et l'Emploi, etc.

Dans le cadre du renforcement de cette dynamique, une mission de hauts responsables du CNP a même effectué une visite officielle en Allemagne, avec au programme :

- visite de l'Académie de la FKA ;
- rencontres avec le Présidium de la FKA, l'Association Fédérale des Unions Allemandes d'Employeurs, l'Union Allemande des Syndicats de Travailleurs ;
- échanges et discussions avec les responsables du Groupe parlementaire CDU/CSU, etc.

Pour les années à venir, le CNP compte continuer et renforcer ce partenariat dynamique avec la FKA, symbole d'un compagnonnage réussi, original, et durable, un axe majeur de la coopération entre les Peuples et Gouvernements Allemands et Sénégalais.

M. BAIDY AGNE, PRESIDENT DU CNP

CENTRE D'ETUDES SCIENCES ET TECHNIQUES INFORMATION (CESTI)

Un journalisme de qualité, vecteur de la démocratie

Je suis très sensible à l'honneur que me fait la Fondation Konrad Adenauer (FKA) d'intervenir dans le cadre de ce séminaire. La FKA contribue à l'encouragement de la démocratie, au renforcement de l'État de droit, à l'animation de l'espace public par l'instauration d'un dialogue permanent non seulement au plan politique, mais aussi à travers des échanges entre les cultures et les religions. Cela n'est possible que dans un espace physique pacifié et dans un espace public pluriel, par le biais de la médiation journalistique, d'où l'intérêt du thème de mon intervention de ce matin.

L'existence de médias libres est un élément indispensable à la consolidation de la démocratie au même titre que les autres attributs de tout système démocratique digne de ce nom comme l'organisation d'élections libres au suffrage universel, le multipartisme, les possibilités d'alternance politique et une justice indépendante.

La liberté de la presse constitue un des socles du système démocratique car elle assure l'émergence des opinions et leur libre expression dans leur pluralité et leur diversité. Donc les missions des journalistes dans une société démocratique sont d'une part celles d'une médiation fondamentale entre les différents acteurs en favorisant l'échange entre les élites, les dirigeants et les citoyens, et d'autre part de la publicisation des problèmes qui interpellent l'opinion publique.

D'ailleurs, des discours scientifiques et critiques contemporains proposent une définition consensuelle de la fonction des médias fondée sur un *a priori* normatif : la participation à l'organisation d'un débat public absolument libre. Donc Les médias doivent favoriser un accès démocratique à l'espace public en « *élargissant le cercle de la parole* ». L'existence d'une presse libre constitue une condition, un élément constitutif de la démocratie. Cette fonction est aujourd'hui fragilisée par les dérives et les abus de ce que l'on qualifie improprement de « *Quatrième pouvoir* », par les mises en scène de l'information, par l'intervention de biais dans la production et la sélection des discours¹.

Pour que le journalisme puisse être un vecteur de la démocratie, il faut que certaines conditions soient remplies.

Première condition : Il faut que les médias soient animés par des journalistes bien formés et informés des enjeux qui se posent au sein de la société ;

La deuxième condition est liée à la première : c'est la revalorisation de l'enquête et du reportage journalistiques au détriment du sensationnel, du spectaculaire, du

¹ Ces discours critiques contemporains ont été rejetés par Géraldine MUHLMAN. Pour elle, ces discours traduisent des jugements assez méprisants parce que reposant sur la certitude que le regard du journaliste demeure à la surface des choses, donc erroné et loin de la vérité ; il y a aussi, à travers ces discours, un mépris ontologique pour la quotidienneté – la matière première du journaliste. Celui-ci ne peut pas s'en extraire pour atteindre la « vérité » des choses ou l'« être ». Voir : Géraldine MUHLMAN, *Du journalisme en démocratie*, Paris : Payot, 2004, p. 13. Cette critique reprend celle de FOUCAULT, qui dénonce le « culte de l'être caché », qui est à l'origine du mépris des regards quotidiens et ordinaires comme le regard journalistique.

« *people* » et des informations portant sur les polémiques politiciennes. Cette revalorisation passe forcément par la maîtrise des formats journalistiques et requiert une bonne formation

Troisième condition : c'est la contribution des journalistes à la construction d'un espace public pluriel. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, il y a eu au Sénégal l'apparition d'un nouveau paradigme journalistique avec des journaux au menu fort simple : un discours de conseil médiatique adossé aux loisirs, un peu de potins, du sang, du sexe et des photos de la *jet-set* dakaroise, etc. Des questions qui relèvent de la vie domestique, de la vie quotidienne, de l'ordre de l'intimité sont désormais exposées au regard du public ; le voyeurisme devenant la posture privilégiée dans le traitement des informations.

Or, de mon point de vue, dans le cadre d'un journalisme de qualité, les médias doivent aborder les problèmes qui sont considérés d'un fort intérêt par les membres de la communauté considérée. Bref, l'agenda public renvoie aux problèmes qui intéressent l'opinion publique.

Pour réussir cette exigence de qualité dans la formation des journalistes, le partenariat entre la FKA et le CESTI – qui remonte à 1996 et qu'il y a lieu de saluer ici – offre beaucoup d'opportunités à notre institution dans la mise en œuvre de ses innovations pédagogiques, à travers :

- La contribution à l'apprentissage par la pratique (« la pédagogie active ») des étudiants de presse écrite du CESTI, qui ont ainsi l'opportunité de s'exercer au reportage et à l'enquête journalistiques dans le cadre de la réalisation des *Cahiers de l'Alternance* (15 numéros réalisés depuis le début de notre partenariat) et à la matérialisation de certains projets pédagogiques comme la couverture de l'élection présidentielle de février-mars 2012 ;
- L'organisation de sessions de formation ou de renforcement de capacités des journalistes en zones frontalières (Tambacounda, Kolda, Ziguinchor) autour des thèmes suivants : le traitement des questions environnementales, les règles de l'écriture journalistique, le traitement de l'information sensible en zones frontalières, la promotion de l'information régionale, le processus électoral, etc.
- L'organisation de séminaires appelés *Regards croisés*. Non seulement nous suscitons des débats, mais aussi nous abordons des questions qui occupent une bonne place dans l'agenda public et qui figurent de temps en temps à l'ordre du jour de l'agenda formel des décideurs. Je veux citer quelques thèmes : l'émigration clandestine, la radio communautaire comme instrument de bonne gouvernance, rôle et fonctions des partis politiques et des médias dans une démocratie, rapports entre politiques et médias, bilan de 50 ans de la presse sénégalaise, regards croisés de trois générations de femmes journalistes, rôle et responsabilité des journalistes en période électorale.

- Pour ce qui est des *Cahiers de l'Alternance*, je citerai également quelques thèmes : la question du genre au Sénégal, le dialogue interreligieux au Sénégal, les enjeux de l'émigration clandestine, le défi de l'environnement, le consommateur local, construction et trajectoire de l'État-nation au Sénégal, la crise de l'université sénégalaise, etc.

En plus de cet accompagnement dans les activités pédagogiques, la FKA contribue également à l'amélioration des conditions d'études par l'octroi de près d'une cinquantaine de bourses à nos étudiants, depuis le début du partenariat.

Je souhaite vivement que tous ces efforts fournis de part et d'autre portent les germes d'un journalisme de qualité, au service de notre démocratie en pleine mutation.

Je ne saurai terminer sans rendre hommage à ceux qui ont été à l'origine de ce partenariat : **Mme Anke LERCH** (Représentant-Résident de la FKA de 1999 à 2005), **Mme Ute BOCANDÉ**, **M. Mamadou KOUMÉ** et nos regrettés **Alain AGBOTON** et **Oumar DIAGNE** : paix à leur âme.

Je vous remercie de votre attention.

IBRAHIMA SARR, DIRECTEUR DU CESTI

ASSOCIATION DES COMMUNICATEURS CATHOLIQUES DU SENEGAL

Les médias ont un rôle indéniable lors des crises humanitaires en recueillant de l'information utile pour l'évaluation des dommages ou la localisation de victimes à secourir ou à orienter. Ils favorisent aussi la prise de conscience des gouvernements et relaient les appels à la mobilisation des sources humanitaires qui cautionnent leur contenu.

Nous voulons saluer aujourd'hui, un partenariat de cinq ans, entre la Commission des Moyens de Communication Sociale de la Conférence Episcopale (du Sénégal, Mauritanie, Iles du Cap-Vert, et de la Guinée Bissau) Présidée par son Eminence ; Monseigneur Benjamin Ndiaye, Archevêque de Dakar et la Représentante Résidente de la Fondation Konrad Adenauer: Madame Andrea, représentée par Madame Ute Bocandé, Conseillère Scientifique et Chargée de Programmes.

Un partenariat sous forme de sessions de formation de remise à niveau, sur le plan doctrinal et technique, qui ne s'est pas limité au simple versement de fonds , mais en apport de compétences, en s'impliquant dans l'action, et, avons noté également un climat de confiance, élément très important dans toute transaction.

C'est ainsi qu'à St Louis, en 2009, plusieurs thèmes ont été abordés ; aussi pour le volet Doctrinal : les enseignements sur la valeur du Notre Père ; et les signes et symboles Liturgiques, nous ont permis de mesurer leurs valeurs spirituelles. Qu'en au Volet Technique, L'éducation aux medias et une initiation à l'internet pour une lecture critique et distanciée de leurs contenus. Cette session a permis une compréhension et un usage autonome des medias, mais la formation aux langages des médias a permis aux participants de s'informer suffisamment ; de s'exprimer librement et de produire eux-même de l'information.

Ziguinchor a accueilli la session du 5 au 12 juillet 2010.

Volet doctrinal : rôle de Carabane et Sedhiou dans les débuts de l'évangélisation puis une enquête a été menée pour voir les figures marquantes de l'évangélisation dans la zone : - mais la région Sud qui vit depuis 1982, une rébellion armée a mis les populations dans un cauchemar sans précédent. Cela nous a amené à voir la situation difficile des enfants en lien avec la guerre et le naufrage du bateau le Joola. Pour faciliter le travail de recherche sur le terrain ; une formation à l'expression publique leur a été octroyée et a permis la cueillette d'importantes informations.

Kédougou du 29 juillet au 4 août 2012

L'importance de cette session à Kédougou, outre les volets doctrinaux dont : l'année de la foi, qui nous a incité à raviver solidement notre foi, afin de la transmettre par des messages vrais et clairs aux autres. Les participants ont été heureux de la rencontre et de l'échange culturelle avec les communautés de la région, spécialement la riche culture Bassari et leur entrée dans le christianisme. une formation très sérieuse du rôle d'un journaliste dans des zones d'extraction artisanale d'or, dans le village de Tomboronkoto, a permis également aux participants de s'entraîner au vrai rôle d'un journaliste sur les terrains sensibles et de s'armer en vues d'éventuels interventions. Les multiples dangers constatés au cours de cette visite ont éveillé la curiosité et l'intérêt de nos participants, qui ont tout mis en œuvre pour trouver d'urgence des solutions pour la protection de ces populations.

Thiès du 29 juillet au 4 Aout 2013.

Thiès, fief des trois plus grandes confréries musulmanes du Sénégal est le lieu par excellence pour aborder le problème du Dialogue Islamo Chrétien ; La formation s'est surtout basée sur des contributions de hauts responsables du dialogue Islamo chrétien, sur le travail entrepris entre l'Eglise et les Imans, afin d'amener les populations à vivre en harmonie et en paix dans le respect des différentes croyances mutuelles. Puis par une enquête sur le terrain ; nos participants ont pu se rendre compte des réalités du dialogue pas très bien compris par une certaine couche de la société. Une information de grande importance et qualité nous a été octroyée sur le tribunal Ecclésiastique de notre Eglise, son fonctionnement et les attentes des populations. Aujourd'hui un meilleur feedback certain sera donné à nos communautés.

Dakar du 19 au 26 juillet 2015

Une réflexion profonde a été menée dès le début de la session, sur le thème central de l'année initié par le St Père François : La famille basée sur l'union d'un homme et d'une femme ; les fondements du mariage chrétien, de même que les médias et la famille. Ces différents exposés ont permis aux participants d'être bien outillés pour un partage clair et porteur sur les populations mais surtout de suivre les vraies valeurs des communicateurs chrétiens. Le Sénégal s'apprêtant au passage de l'analogique au numérique, un éclaircissement des vraies raisons de ce changement, nous a été exposé.

Nous voulons saluer avec beaucoup de joie, et sommes heureux d'avoir l'occasion d'exprimer nos sincères remerciements à la fondation Konrad Adenauer ; pour les efforts réalisés à notre endroit, par son appui financier et moral. Ce partenariat nous a permis de constater une réelle volonté d'engager des actions en commun et grâce à cet accompagnement, la communication des Moyens de Communication Sociale de notre pays a pris confiance en elle ; et vu un essor considérable de son travail au cours de ces années.

Nous ne saurions traduire tout le soulagement que nous ressentons lorsque chaque année ; vous renouvez ce partenariat.

Cette forme énorme de générosité ; nous a permis de mieux nous outiller sur le plan de la maîtrise des NTICS ; et nous encourage à persévérer et à donner le meilleur de nous-même.

En vous remerciant du fond du cœur pour votre soutien et votre implication à nos côtés, nous vous prions d'agréer ; Madame Andrea ; Représentante Résidente de la Fondation Konrad Adenauer ; l'expression de nos salutations distinguées ; et vous confions, vous et tout votre personnel, à la puissance et à la protection de notre Seigneur Jésus Christ.

**MME MARIE-LOUISE DJANDY,
COORDINATRICE DE L'ASSOCIATION DES COMMUNICATEURS CATHOLIQUES**

L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DU PAYS BASSARI AU SENEGAL (ADPBS)

Association pour le Développement du Pays Bassari au Sénégal est créée le 13 janvier 2008 sous la houlette d'intellectuels de la zone de Salémata. Salémata est l'un des tous nouveaux départements de la nouvelle région de Kédougou. Il se situe à 85 km de Kédougou. Son érection en département est accueillie favorablement par l'ensemble des populations qui déjà rêvent d'un développement économique et social durable. On dénombre une centaine de GPF dans l'ensemble du département. Elles représentent le pouvoir économique du département.

Objectifs :

- Promouvoir le développement économique et social de toutes les populations du département
- Préserver et restaurer la richesse culturelle du département
- Initier et accompagner des projets de développement

Activités menées :

Un des problèmes diagnostiqués dans la zone est le manque formation des populations, car il faut un minimum de formation pour mieux gérer les activités économiques des femmes en particuliers. L'ADPBS organise, depuis 2009, en collaboration avec son partenaire privilégié en l'occurrence la Fondation Konrad Adenauer, des séminaires de formation et de réflexion à l'endroit des femmes, des décideurs et des populations, et ceci dans plusieurs communes du département (Salémata, Dar Salam, Oubadji, Kevoye, Dakateli, Ethiolo), et depuis trois ans, aussi à Tambacounda.

- des ateliers en leadership féminin avec la participation des représentantes de tous les groupements féminins du département
- des renforcements de capacité des femmes en gestion et en initiation de projet, « Femmes et leadership économique », formation en gestion de micro entreprise.
- Annuellement des journées culturelles à Salémata
- Des ateliers sur : « Droit humains, entrepreneuriat et environnement » à l'intention de tous les acteurs de développement du département et sur « L'importance de l'environnement pour un développement durable des régions frontalières »
- En 2010 : un symposium sur « Défis et enjeux de la protection de l'environnement »
- Des ateliers sur : « L'économie sociale de marché »
- Un séminaire de réflexion sur « Le rôle de la culture et de l'éducation dans la promotion du développement, économique, politique et social du pays Bassari »

Depuis quelques années on note un meilleur engagement des femmes dans les structures politiques et économiques.

- Création d'une confédération des femmes, elles se retrouvent régulièrement pour échanger

- D'autres ont vu leur groupement de base redynamisé, elles ont institué un système de cotisation pour alimenter la caisse de la fédération
- Beaucoup d'entre elles ont eu l'initiative des projets de maraîchage, c'est le cas à Eganga Angoror et dans 15 villages de la communauté rurale d'Ethiolo avec la Caritas.
- La production de fonio a augmenté, le beurre de karité et mis sous les beaux emballages. Les femmes s'organisent mieux.
- On note également une meilleure prise en compte des problèmes d'environnement
- De plus en plus, les jeunes et les femmes développent l'esprit d'entreprise.
- On remarque également l'élan de solidarité qui a été impulsé par les différentes formations.



Pierre G Boubane Journée Culturelle Salémata Manifestation à Tamba, mars 2016

Aujourd'hui dans le département, les GPF sont presque les seules organisations à bénéficier de financement pour leurs différents projets. Ceci constitue une marque de confiance de la part des partenaires au développement. Elles sont aujourd'hui présentes dans tous les secteurs d'activité du département (commerce, agriculture, élevage), c'est-à-dire que les femmes sont en train de prendre leur envol. Cette dynamique a été déclenchée grâce aux formations et ateliers organisés depuis 2009.

Mention spéciale à la FKA qui nous a permis jusque-là à impulser des énergies nouvelles et à soutenir des initiatives citoyennes des populations du Département de Salémata.

PIERRE GNANGA BOUBANE, PRESIDENT DE L'ADPBS

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES FEMMES DE KEDOUGOU (ADFK)

Promotion des droits politiques et civiques de femmes

L'Association des femmes pour le développement des femmes de Kédougou que j'ai l'honneur de représenter, s'associe à la célébration du 50^{aire} de la coopération internationale de la Fondation Konrad Adenauer.

En effet, la Fondation Konrad Adenauer participe pleinement aux côtés de l'Etat du Sénégal et d'autres partenaires au développement à la promotion du statut de la femme au Sénégal.



Avec la Fondation Konrad Adenauer, nous avons organisé des fora sur l'accès des femmes aux instances de décision, de lutte contre toutes les violences faites aux femmes et pour la promotion économique des femmes. Pour rappel, l'ADFK a organisé les rencontres suivantes :

- Un forum sur une large participation au processus de décision et contre les violences faites aux femmes tenu au CDEPS de Kédougou le 13 mars 2012 ;
- Un forum sur la parité et pour une forte représentativité des femmes dans les instances élues, tenu le 26 mars 2013 au CDEPS de Kédougou ;
- Un forum sur un plaidoyer pour une forte représentativité des femmes dans les instances de décision, tenue le 15 mars 2015 au CDEPS de Kédougou ;
- Un forum sur le thème « l'avenir, c'est nous » tenu le 12 mars 2015 à l'auberge Thomas SANKARA, à Kédougou ;
- Un forum sur le thème « rôle de la femme dans la préservation de l'environnement », tenu le 10 mars 2016 au CDEPS de Kédougou.

Globalement, dans la région de Kédougou, la Fondation Konrad Adenauer, à travers ses formations sur le leadership féminin et autres, a contribué à la responsabilisation et à la conscientisation des femmes dans la maîtrise des compétences pour l'exercice des rôles citoyens (conseil départemental et municipal).

Je vous remercie de votre aimable attention.

MME ASSA DIALLO, PRÉSIDENTE ADFK

ASSOCIATION D'APPUI AUX INITIATIVES LOCALES ET A L'ENVIRONNEMENT (A.I.L.E.)

L'A.I.L.E. (Association d'appui aux initiatives locales et à l'environnement) est une organisation communautaire de base. Son objectif principal est d'accompagner les populations locales dans leurs initiatives dans les domaines aussi variés que le développement local, l'environnement, la culture, l'éducation, la formation et la sensibilisation des populations locales aux droits humains, à la paix, à la démocratie, à la santé. Son siège se trouve à Dindéfelo à 35km au sud de Kédougou. A n'en pas douter, le partenariat entre l'AILE et la FKA a donné un souffle nouveau à une zone qui, jusque-là, crouissait dans une totale marginalisation. Retour sur une collaboration diverse et variée entre deux structures qui ont choisi d'œuvrer pour un meilleur devenir de l'humain.

AILE / FKA : Un partenariat atypique !

Premier partenaire de la FKA dans la région de Kédougou, l'AILE a pu dérouler des activités dans plusieurs domaines. La première du genre a été le leadership féminin. Constatant zéro conseillère dans le conseil rural d'alors, l'AILE a proposé cet atelier qui visait en fait une représentation féminine à l'organe de prise de décision en luttant contre tous les préjugés qui confinaient la femme à une simple animatrice folklorique. Toujours électrices, jamais élues, les femmes étaient ce qu'on appelle péjorativement du bétail électoral. Il fallait donc réinventer la roue en donnant aux femmes une base légale et légitime à leur combat pour l'émancipation. La FKA a répondu à un moment où aucune autre structure ne voulait intervenir dans la région. Ensemble AILE/FKA, ont, à travers une série d'ateliers permis à la femme rurale de prendre son destin en main en créant un déclic dans leurs agissements. Elles sont non seulement bien représentées aux nouvelles élections locales mieux, elles occupent la présidence de certaines commissions. Elles n'attendent plus qu'on leur accorde des places mais elles réclament leurs droits dans une parfaite symbiose.

Ce partenariat va mener les femmes de Dindéfelo vers la sphère économique aussi. Après la politique, il fallait accompagner les femmes dans la création de ressources additionnelles. C'est ainsi que l'atelier sur l'esprit d'entreprise a conduit les femmes à se lancer dans l'aménagement, la production, la transformation et la distribution de produits locaux. Les femmes de Dindéfelo et de Salémata ont ensemble mené ce combat. Aujourd'hui, elles sont présentes aux différentes foires nationales et sous régionales et leurs produits sont très prisés par les consommateurs. C'est le cas du fonio, du pain de singe, du karité, du miel notamment. Si auparavant, elles vendaient leurs productions sur le marché hebdomadaire à des « baol-baol », elles sont de nos jours de véritables chefs d'entreprises.

Grâce à la FKA, une cinquantaine de femmes a pu faire une formation pratique en teinture. Les pagnes qu'elles produisent peuplent le marché touristique et les permettent de participer activement à l'entretien de la famille.

En outre, les femmes ont reçu une grande capacitation sur leurs droits notamment sur la convention relative aux droits de la femme. Cet aspect a beaucoup aidé à baisser les violences qu'elles subissaient de la part d'hommes se croyant tout permis. Les violences basées sur le genre ont fondu comme du beurre au soleil, tout

comme les mariages et grossesses précoces. L'autre levier du partenariat a mis les élus locaux comme une cible prioritaire. Formés en tant que conseillers ruraux puis municipaux à ses rôles et responsabilités, les élus de Dindéfélo ont chaque fois bénéficié d'une formation de qualité grâce à la FKA et à l'AILE.

Des thèmes comme la décentralisation, l'acte 3, le marketing territorial, le budget participatif, le contrôle citoyen ont été passés en revue. Bref tout ce qui favorise une gestion saine et transparente, une participation citoyenne, un développement local endogène ont été discutés.

Les jeunes ont aussi bénéficié des formations menées grâce à ce partenariat. Un atelier a, en effet, réuni une soixantaine de jeunes allemands et dindéfélois sur la démocratie participative. Les jeunes ont échangé sur la représentation parlementaire, sur les régimes et systèmes politiques, sur la démocratie tout court. D'autres rencontres ont consacré la place et le rôle du jeune dans le développement local.

L'environnement a fait, par ailleurs, l'objet de plusieurs échanges lors des ateliers : Environnement et développement durable, zéro plastique, protection de la biodiversité, écotourisme...

Comme on peut le constater, la FKA s'est beaucoup investie pour partager un savoir, forger un savoir-faire et induire un savoir-être et ceci en tenant compte des propositions exclusives des populations locales. Si nous en sommes arrivés à avoir ce nouveau type de citoyen, amoureux de son terroir et travaillant à son développement harmonieux, c'est grâce à la fondation Konrad Adenauer. Dindéfélo l'adoit beaucoup pour ne pas dire tout aujourd'hui.

Pour cet excellent travail, l'AILE plaide pour une distinction du siège de Dakar par la KAS internationale à travers ses différents représentants résidents. Aussi mention spéciale à Mme Ute Bocandé pour son dévouement, sa disponibilité et ses actions conformes à l'esprit de Konrad Adenauer.

C'est pourquoi, les quarante ans ont été entièrement consacrés à faire de ce Sénégal là une démocratie moderne, une économie émergente et un modèle de tolérance intra et inter religieux.

Vive l'AILE !

Vive la FKA !

Vive la coopération sénégallo-allemande.

CARIM CAMARA, PRESIDENT DE L'AILE

ASSOCIATION DES JOURNALISTES EN REGIONS FRONTALIERES (AJRF)

Le journalisme en régions frontalières, un défi et une chance.

L'association des Journalistes en Régions Frontalières (AJRF) est créée le 28 Mai 2010 à Tambacounda en marge d'un séminaire organisé par la Fondation Konrad Adenauer en partenariat avec le Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI). Cette rencontre a vu la participation de plusieurs journalistes venus de différentes régions du Sénégal.

La création d'une telle organisation avec le soutien et l'encadrement de la FKA, s'explique par le fait que des journalistes des régions périphériques, si vous voulez des régions frontalières, étaient confrontés à de sérieux problèmes de formation, de renforcement de capacités eu égard au fait que la plupart d'entre eux sont formés dans le tas.

Il s'y ajoute également les conditions de travail difficiles de ces professionnels de l'information et de la communication dans un environnement marqué par l'émergence dans les médias de l'information régionale. C'est dans cette même dynamique que l'AJRF qui regroupe aujourd'hui des journalistes travaillant dans 6 (Ziguinchor, Sédhiou, Kolda, Tambacounda, Kédougou et Matam) a inscrit au centre de ses préoccupations le renforcement de capacités de ses membres. Cette problématique demeure notre priorité majeure afin de promouvoir l'avènement d'une presse professionnelle, libre, crédible et démocratique en mettant l'accent sur l'information régionale dans un environnement concurrentiel. Aujourd'hui grâce au soutien de la Fondation Konrad Adenauer, le défi de la formation du journaliste en régions frontalières est en train d'être relevé.

Un Challenge et un pari réussi à la fois

Les journalistes en régions frontalières vivent souvent des conditions difficiles de travail Difficultés qui ont pour noms : Manque de formation suffisante, Problème de Collecte et traitement de l'information à cause de la porosité des frontières, difficile accès à Internet par rapport aux confrères des rédactions centrales etc. Malgré ces contraintes, nous essayons autant que faire se peut de produire des articles de qualité qui font souvent la « Une » des quotidiens nationaux. Il suffit de passer en revue les radios, les journaux et télévisions de la place pour se rendre compte qu'effectivement, ce sont les correspondants régionaux qui fournissent l'essentiel de l'actualité. Car à Dakar où toutes les rédactions des organes de presse sont concentrées, l'actualité dans la métropole est caractérisée souvent par l'organisation de colloques, de conférences, de séminaires et j'en passe. Donc vous conviendrez avec moi que ce sont les mêmes informations qui sont souvent reprises dans les différents organes. Fort du constat de ce rôle prépondérant de pourvoyeurs de l'information qu'ils jouent, les journalistes correspondant régionaux se doivent de méditer sur leur sort afin d'améliorer leurs conditions de travail.

C'est pourquoi, l'objectif principal de notre association est de permettre à ses membres de bénéficier d'une formation professionnelle et solide pour mener à bien le métier de journalisme dans l'éthique et la déontologie.

Au demeurant, ce bébé (l'AJRF) qui venait de naître avait besoin d'une marraine pour guider ses premiers pas. Et c'est à la recherche de celle-ci, qu'il obtint la chance, la providence dirais-je de rencontrer la Fondation Konrad Adenauer. Présente au Sénégal depuis 1976, la Fondation Konrad Adenauer a toujours accordé une place de choix dans ces interventions aux médias pour la promotion d'une presse libre en tant qu'instrument de démocratisation.

C'est dans cette perspective qu'elle coopère avec l'association des Journalistes en Régions Frontalières (AJRF) depuis sa création.

Toutefois, il est bon de rappeler qu'avant la création de notre association, la FKA a toujours accompagné les journalistes des régions dans le cadre du renforcement de leurs capacités. A cet effet, plusieurs ateliers de formation ont été organisés depuis lors en collaboration le Centre d'Etudes des Sciences techniques de l'Information (CESTI). Des thèmes très importants ont été développés pour contribuer à la formation des journalistes en régions frontalières. Nous pouvons citer entre autres centres d'intérêts : Genres rédactionnels et traitement de l'information, l'éthique et la déontologie, la couverture des élections, Médias et changements climatiques, l'impact de l'orpaillage sur l'éducation, le développement local, la question foncière. Autant de sujets importants qui impactent sur la vie de nos populations.

Et pour coller à l'actualité, nous avons accès nos 2 dernières thématiques sur des questions brûlantes de l'heure au cours de nos derniers séminaires. Il s'agit des innovations apportées par l'acte 3 de la décentralisation et de la nature du discours dans les médias face à la montée du terrorisme.

Au cours de ces ateliers riches d'enseignements et d'apprentissages, les journalistes ont toujours témoigné de leur intérêt du fait qu'ils contribuent à les outiller de rudiments nécessaires pour faciliter leur travail notamment dans la collecte et le traitement de l'information. Car ce sont des personnalités dont l'expérience et l'expertise en la matière ne sont plus à démontrer, qui encadrent et orientent les participants.

A la lumière de tout ce qui précède, c'est l'occasion pour nous de rendre un vibrant hommage au bureau de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal, car elle a permis au secrétaire général de l'AJRF que je suis, de participer en 2010 à la neuvième conférence internationale sur le leadership Média en Afrique organisé dans la capitale Tanzanienne à Dar Es Salam par leur homologue de l'Afrique du Sud. Une tribune qui nous a permis d'échanger et de partager avec des experts sur les défis qui interpellent le monde médiatique surtout avec le développement fulgurant des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Dans sa générosité d'accompagner les journalistes des régions frontalières, et son souci permanent de parfaire leur formation, la FKA a joué un rôle déterminant pour ma participation au stage de perfectionnement en « Online Media Management » à l'Institut International de Journalisme de Berlin en Septembre 2011. Auparavant, elle a financé un voyage d'études en Allemagne pour une quinzaine de journalistes Sénégalais en

2010 dont un d'entre eux faisait partie de la délégation en l'occurrence monsieur Carim Camara président de l'association AILE est membre fondateur de l'AJRF par ailleurs journaliste Ecrivain.



Tout ce grand soutien apporté aux journalistes en général et à ceux des régions frontalières en particulier, explique une fois encore l'engagement et la ferme volonté de la FKA avec à sa tête sa résidente Mme Andrea Kolb soutenue dans la réalisation des programmes par la mère Theresa, la charitable Mme Ute Bocandé dans le but de contribuer efficacement à l'avènement d'une presse libre, démocratique et crédible, socle de tout développement endogène.

Puisse **DIEU** dans son infinie bonté perpétuer les œuvres de bienfaisance de la Fondation Konrad Adenauer au bénéfice de l'humanité toute entière et Continue à donner la force et les moyens à la FKA afin de la permettre à jubiler des centaines voire des milliers d'années de sa coopération Internationale.

« La paix et la Liberté sont les conditions d'existence humaine digne de ce nom » disait Konrad Adenauer, le parrain de notre Fondation.

Puisse **LE TOUT PUISSANT** faire régner la paix et la liberté dans notre planète aujourd'hui secouée çà et là par des menaces d'instabilité. Amine.

Je vous remercie de votre aimable attention.

MAHAMADOU LAMINE BARRO, SECRETAIRE GENERAL DE L'AJRF

ASSOCIATION DES JURISTES SENEGALAISES (AJS)

La coopération avec la FKA

Au Sénégal, comme dans la plupart des Etats d'Afrique de l'Ouest, l'agriculture, y compris la pêche et l'élevage mobilisent plus de 60% de la population active et constituent un des piliers essentiels de l'économie, faisant du foncier une question centrale et cruciale, au cœur des débats sur la réalisation de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, la lutte contre l'exode rurale et l'émergence économique de l'Etat. Ces questions ne constituent pas une liste exhaustive de toutes les préoccupations et défis majeurs qu'évoque le foncier, car **l'accès des femmes au foncier a toujours été un problème crucial et le demeure encore aujourd'hui.**

En effet, malgré les politiques étatiques et l'existence d'un arsenal législatif pour garantir l'égal accès à la terre des hommes et des femmes, de même que l'inscription dans la Constitution du Sénégal du principe selon lequel « l'homme et la femme ont également le droit d'accéder à la possession et à la propriété de la terre... », **sur le terrain, la réalité est toute autre.**

Les études commanditées par les institutions gouvernementales, le MCA, l'UE, la BAD, les enquêtes des organisations de la société civile, notamment l'AJS, démontrent à suffisance que les discriminations à l'égard de la femme persistent en faisant obstacle non seulement à leur autopromotion mais également au développement socio-économique de leur pays. D'où l'intégration, par le PSE, de la promotion de l'équité et de l'égalité de genre, parmi les stratégies d'émergence, avec la particularité de constituer à elle seule « un enjeu transversal pour l'ensemble des programmes de développement national »².

A- Radioscopie :

- 1- Une bonne partie des terres en milieu rural sont gérées selon les pratiques et usages coutumiers, qui reconnaissent rarement les droits des femmes sur le foncier ;
- 2- Selon des études récentes, **les femmes représentent 26 % des responsables de parcelles dans l'agriculture, mais ne détiennent que 13 % de la superficie des terres en agriculture pluviale** et la situation est pire en culture irriguée³ ;
- 3- Dans ses travaux très récents dans la vallée du fleuve Sénégal, le MCA a procédé à un « Inventaire de l'occupation et des droits sur les terres » qui fait ressortir que dans le département de Podor, les ayants droits enquêtés se répartissent ainsi : **80,6 % d'hommes et 19,4 % de femmes**. Ensuite, les superficies occupées par les hommes sont en proportion plus importantes que celles contrôlées par les femmes, avec respectivement **89,4 % et 10,6 %**. **La**

² Plan Sénégal Emergeant 2014, pages 86 et 87

³ Rapport d'étude de GESTES dans le cadre de l'équipe GRAFOSEN / ENDA PRONAT

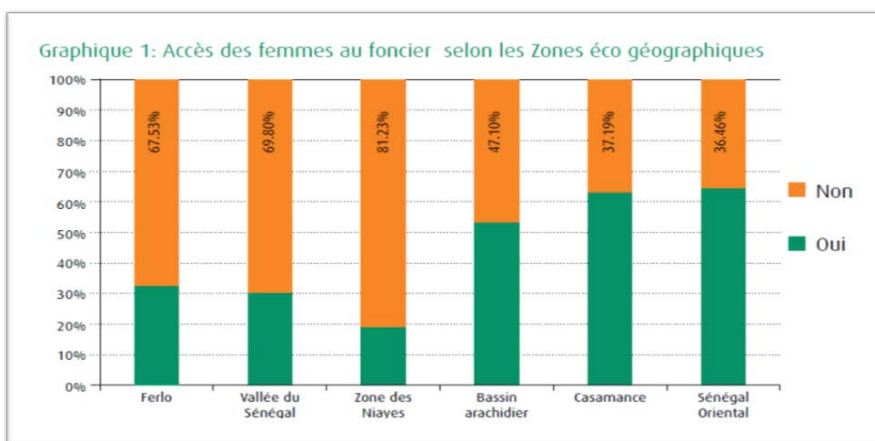
superficie moyenne par homme (6,9 ha) est deux fois supérieure à celle par femme (3,4 ha)⁴ ;

- 4- Au Sénégal, les femmes représentent environ **52 %** de la population sénégalaise, supportent **90 %** des charges domestiques alors qu'elles effectuent **70 %** des travaux agricoles ;
- 5- Dans les zones encore profondément traditionnalistes, la femme doit obtenir l'accord de son mari pour l'acquisition de la propriété foncière, sa gestion et sa transmission ;
- 6- **Quotas de 10 %** réservés aux femmes en zone irriguée (SAED), très faible ;
- 7- Au regard des dispositions légales en matière de foncier, l'affectation par la Communauté Rurale aurait dû constituer la forme la plus sécurisante d'accès aux terres des collectivités locales. Pourtant, elle constitue une pratique marginale chez les femmes. Les résultats d'une enquête quantitative menée au niveau de (3) trois zones d'études, montrent qu'à peine **8,5 % des femmes accèdent au foncier par affectation contre 29,0 % des hommes⁵. Ces chiffres ne font que révéler les disparités de genre de la gestion foncière et surtout la marginalisation des femmes dans ce domaine ;**
- 8- Les statistiques nationales réalisées par l'Agence Nationale des Statistiques (ANDS) montrent que la population sénégalaise est à dominante **rurale (59 %)**, elle présente une structure démographique jeune (**50 % de la population a moins de 16 ans**) et reste dominée par les femmes qui en constituent **52 %**.) ;
- 9- Les mêmes sources indiquent que plus de **70 % des ruraux sont des petits producteurs** composés à majorité de **femmes avec des capacités limitées** ;
- 10- Constituant **70 %** de la main d'œuvre paysanne, elles couvrent une grande partie de la production agricole et assurent la sécurité alimentaire de la majorité des ménages en milieu rural (**selon ONU-FEMMES les femmes rurales produisent, conservent et transforment 80 % de leur nourriture**) ;

Malgré un arsenal juridique préconisant un accès égalitaire au foncier et des données susmentionnées marquant la forte présence des femmes dans le secteur primaire, nous notons comme nous le montre le **graphique1 ci-dessous**, un **faible accès** des femmes aux ressources productives et particulièrement au foncier : que ce soit pour l'**habitat**, pour l'**exploitation agricole, pastorale et forestière**.

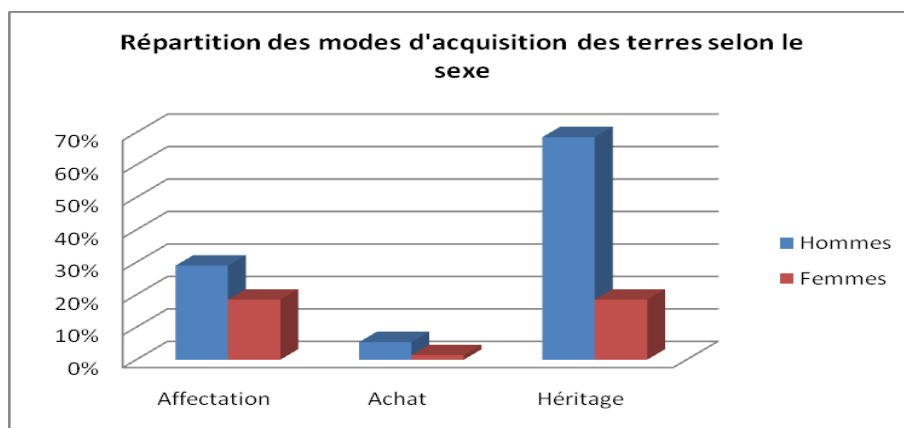
⁴ Globalement, les travaux du MCA/Sénégal concernent 9 collectivités locales de la région de Saint Louis (7 Communautés Rurales et 2 Communes) dont 4 dans le delta et 5 dans le département de Podor.

⁵ Rapport d'étude de GESTES dans le cadre de l'équipe GRAFOSEN / ENDA PRONAT



Source : Etude menée par Enda Pronat (CRDI 2009-2011)

- Comme le montre le **graphique 2** ci-dessous, les pratiques coutumières (héritage et les pesanteurs sociales), rendent difficile l'application du **droit positif** notamment le **droit d'usage des terres du domaine national par affectation directe**.



Source : Etude menée par Enda Pronat (CRDI 2009-2011)

(I) L'AJES : PARTIE PRENANTE AU COMBAT POUR L'EGALITE ET L'EQUITE DE GENRE DANS L'ACCES ET LE CONTROLE DU FONCIER

Face aux difficultés d'accès et de contrôle du foncier par les femmes, l'Association des Juristes Sénégalaises porte depuis plusieurs années le plaidoyer afin de contribuer à la reconnaissance de la pleine citoyenneté et l'autonomisation des femmes, surtout en milieu rural.

Cependant, étant donné de la complexité du problème et pour plus de résultats, a sollicité et obtenu l'appui technique et financier de la Fondation Konrad Adenauer qui l'accompagne depuis 2008.

Les deux partenaires ont élaboré une revue en ce sens et ont tenu six ateliers nationaux sous les thèmes suivants :

- En 2008 à Dakar : premier atelier national : thème : « **Accès des femmes à la terre : contraintes, enjeux et perspectives** »
- En 2009 à Ndiaye (Saint – Louis) : deuxième atelier national : thème :
- « **Pour une effectivité de l'accès des femmes à la terre** »

- En 2010 à Thiès : troisième atelier national : thème : « **Quelle stratégie mettre en œuvre ?** »
- En 2011 à Notto Diobasse : quatrième atelier national : thème : « **mise en œuvre de la stratégie dans la zone test** ».
- En 2013 à Fatick : cinquième atelier national : thème : « **accès effectif des femmes à la terre pour une égalité des chances** »
- En 2014 : nous avons compilé tout ce travail dans notre revue traditionnelle « la citoyenne » numéro spécial intitulé : « **Femmes et foncier : un enjeu de développement** ».
- **En 2015 à Kaffrine** : sixième atelier national : thème : « **les enjeux de la réforme de la terre pour un accès effectif des femmes à la terre** »

La lutte a eu des résultats probants et voici quelques témoignages comme illustration.

Madame Khady NDAW, Présidente national des Groupement Féminin du Sénégal, Présidente de la ROPA insiste sur :

- l'alphabétisation fonctionnelle des femmes, la langue française étant un frein à la compréhension des débats sur le sujet ;
- les femmes qui ne s'identifient pas à la GOANA 1 dans laquelle elles n'ont pas bénéficié de quotas.

Elle a préconisé que les bureaucrates soient écartés de l'attribution des terres et que celles-ci soient confiées à ceux qui les exploitent.

Madame Tine NDOYE, Présidente du Réseau des Femmes rurales relate :

- la question de l'implication des femmes dans les commissions domaniales ;
- elle a aussi fait état de la remise en cause des délibérations du conseil rural qui attribue des terres aux femmes ;

Madame Ndicou KANE, Inspectrice du Cadastre de Thiès explique les délibérations peuvent être régularisées et transformées en droit au bail.

Madame Ndeye Sarr DIOP (CNCRRonkh), dans le Walo,

- les terres sont disponibles et l'accès n'est pas difficile ;

Aida Konaté Productrice à NOTTO Elle explique aux journalistes que c'est grâce au plaidoyer AJS/GIPWAR qu'elle a pu obtenir une parcelle de 2Ha.

AMNESTY INTERNATIONAL SENEGAL

La coopération entre Amnesty International Sénégal et la Fondation Konrad Adenauer remonte à l'année 2005. Plusieurs projets, portant sur des thèmes relevant des besoins de la population sénégalaise ont été initiés et exécutés avec succès. Parmi ces thèmes, il faut noter :

- Promotion et protection des droits humains des enfants talibés.
- Prévention et éradication du châtement corporel dans l'école élémentaire
- Prévention et éradication des mariages et grossesses précoces des jeunes filles à l'école
- Prévention et résolution des conflits en Casamance
- Etat civil et droits humains



Le projet sur les droits des enfants talibés qui a été mis en œuvre dans les régions de la Casamance, à Dakar et à Saint-Louis a permis de sensibiliser les maîtres coraniques aux droits de l'enfant. Beaucoup d'écoles coraniques dans ces régions ont abandonné le châtement corporel. A Sédhiou la mendicité des enfants talibés a été abandonnée par les maîtres coraniques du département.

Des directeurs d'écoles élémentaires des départements de Bignona, Ziguinchor et Oussouye ont décrété l'abandon du châtement corporel et mis en place des mécanismes de dénonciation anonyme de ce châtement par les élèves. L'impact de ces mesures sur la performance des élèves doit encore être évalué.

Le projet sur l'éradication des mariages et grossesses précoces à l'école a reçu une forte adhésion des chefs d'établissements scolaires du moyen secondaire et des inspections de l'éducation et de la formation. Des statistiques sont tenues qui montrent une baisse continue des mariages et grossesses précoces à l'école et le relèvement du taux d'achèvement des études secondaires par les jeunes filles.

Le projet sur la résolution des conflits en Casamance a libéré la parole dans la région, en ce qui concerne le conflit casamançais. Plus personne n'a peur de parler ouvertement du conflit par crainte d'être arrêtée par les forces de sécurité. Les ateliers de formation et les forums radiophoniques ont contribué, avec d'autres initiatives de l'Etat notamment, à l'accalmie observée depuis bientôt 5 ans dans la région. Le projet sur Etat civil et droits humains est en cours d'exécution.



ASSOCIATION NATIONALE DES ELEVES ET ETUDIANTS BASSARI (ANNEB)

Madame Andrea KOLB, Représentante résidente de la Fondation Konrad Adenauer (FKA),

Madame Ute G. BOCANDE, conseillère scientifique chargée des programmes à la FKA,

Chers partenaires de la FKA

La joie est très grande de me retrouver au bon moment en tant que président de l'Association Nationale des Elèves et Etudiants Bassari (ANEEB) et assister à la célébration des quarante ans d'existence au Sénégal de notre cher partenaire, la FKA. Je voudrai à cette occasion lui souhaité à mon nom propre et nom de tous les membres de l'ANEEB, un merveilleux jubilé d'or. Quarante ans d'existence en terme d'année, semble une éternité, surtout quand on est loin de ses racines. Cela demande un certain esprit de collaboration, une équipe dynamique et le tout dans le respect des principes fondamentaux et l'atteinte des objectifs constamment renouvelés. Et dans un tel contexte, parler des acquis et des réussites du partenariat entre la FKA et l'ANEEB, devient une façon pour moi d'associer au succès de la fondation, le succès de l'ANEEB. Il suffit juste de jeter un regard sur le statut d'origine de l'ANEEB et suivre sa trajectoire. En effet, l'ANEEB est une structure d'entre-aide et de solidarité, créée en novembre 2005 par un groupe d'étudiant, pour faire face aux nombreuses difficultés de la vie estudiantine (manque de moyens, non enregistrement des élèves à l'état civil, problèmes d'hébergement et d'intégration des nouveaux bacheliers à Dakar). Tous ces facteurs occasionnant le désistement précoce des élèves et l'abandon des études supérieures chez les étudiants. A cela s'ajoute le fait que l'ethnie bassari est méconnue de ses concitoyens, une situation qui pousse certains membres de la communauté (surtout dans les villes) à nier leur identité pour mieux s'intégrer dans la société sénégalaise.

Pour tout cela, l'ANEEB se donnait pour mission de se constituer en rempart contre tous ces facteurs bloquants et s'ériger par la même occasion en ambassadeur de la culture Bassari au cœur du concert des peuples et des cultures.

Cependant l'ANEEB n'avait pas les moyens de sa politique, qu'il en soit du point de vu des ressources humaines que des ressources financières. Par conséquent, les quelques résultats enregistrés n'étaient que le fruit de l'engagement de ses membres qui étaient prêts à sacrifier de leur temps, de leur énergie et de leur économie pour la réussite des activités.

Mais depuis 2008, date à laquelle s'est noué le partenariat ANEEB-FKA, la structure a connu une évolution tant au niveau de sa composition et de l'effectif qu'au niveau de sa capacité a réalisé ses activités. En effet, l'ANEEB compte aujourd'hui plus de 500 membres répartis entre les antennes de Dakar, Saint-Louis, Thiès, Mbour, Tambacounda, Kédougou et Salémata. Cette représentativité lui a permis de mieux cer-

ner son champ d'intervention à travers toutes les localités où réside une communauté Bassari.

Et dans cette dynamique, le soutien de la FKA intervient non seulement dans le financement de principales activités telles que les séminaires, les journées culturelles mais aussi au niveau de l'appui à des programmes de solidarité inter-étudiantins. Et rien que l'année 2016, l'ANEEB organisé deux séminaires en partenariat avec la FKA (l'un à Dakar du 05 au 06 mars sur le leadership féminin et l'autre à Salémata du 06 au 10 avril, sur la protection de l'environnement et le développement durable). Par ailleurs, le soutien de la fondation intervient dans l'octroi des bourses aux étudiants (à ce jour il y a 14 boursiers de l'ANEEB) à qui elle donne la possibilité d'assurer la scolarité pour des formations professionnelles. Il s'y ajoute aussi la mise à notre disposition de la salle pour les besoins de rencontres et des séances de révision pour les étudiants.

En résumé l'apport de la FKA se manifeste sur le plan éducatif, culturel et social tout en contribuant à la promotion et à la vulgarisation de notre structure.

Le bilan réalisé en 2015, lors de la célébration du jubilé des dix ans de l'ANEEB, nous a permis de comprendre combien le soutien de la FKA reste déterminant. Les résultats de notre partenariat, à mi-chemin, sont prometteurs puisque l'ANEEB, à la faveur de sa capacité relative de prise en charge des préoccupations de ses membres, maintient le plus d'élèves et d'étudiants possibles dans le circuit scolaire et universitaire. Et au niveau culturel, l'ANEEB peut se réjouir du fait qu'aujourd'hui beaucoup de jeunes Bassari autrefois envahis par l'esprit d'infériorité face autres cultures, sont entrain de témoigner joyeusement et fièrement leur appartenance culturelle grâce à des campagnes de sensibilisation organisées par l'ANEEB avec le soutien de la FKA. Et mieux encore, les étudiants choisissent de plus en plus des thèmes ayant trait à l'histoire, à la culture bassari comme sujet de mémoire ou de recherche, de quoi donc participer à la connaissance et à la promotion de la communauté Bassari à travers la production d'œuvres scientifiques.

Tout compte fait, les nombreuses réalisations de l'ANEEB en partenariat avec la FKA ne doit pas nous animer d'un sentiment de devoir accompli car les chantiers sont encore vaste. C'est pourquoi nous comptons plus encore sur le soutien de la Fondation Konrad Adenauer. Et c'est là une raison suffisante pour lui souhaiter longue vie au Sénégal avec plein de réalisations tout en réitérant mes vœux de merveilleux jubilé des 40 ans.

JEREMY INDEGA BINDIA, PRESIDENT DE L'ANEEB

**AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE
(APS)**

Une agence de presse au service des citoyens et des médias nationaux et internationaux

Mesdames, mesdemoiselles et messieurs

Je voudrais d'abord vous exprimer mon immense plaisir d'avoir à représenter l'Agence de presse sénégalaise à cette fête de la Fondation Konrad Adenauer qui célèbre ses 50 ans de collaboration internationale. 50 ans, c'est bien un âge de raison, mais il me semble qu'avant d'atteindre ce demi-siècle la Fondation, je dirais notre Fondation (plus loin j'expliquerai pourquoi), a bien fait la preuve de sa sagesse et de sa maturité, des qualités qui lui donnent le droit de revisiter et de proclamer à son profit le célèbre dicton : « Aux âmes biens nées, la valeur n'attend point le nombre des années ».

Elle est bien née et à qui de tenir. N'est-ce pas les wolofs aiment à dire qu'on hérite au moins de sept qualités de son homonyme ? Pour avoir eu le privilège de me rendre en Allemagne, grâce à un voyage de quelques responsables de rédaction de la place organisé par la Fondation, et d'avoir eu l'honneur de me rendre à la dernière demeure du grand homme politique allemand où tout est bien conservé depuis son rappel à Dieu en 1967, j'ai pu mesurer en écoutant les commentaires du guide qui nous conduisait combien Konrad Adenauer a impacté sur la structure qui porte son nom. Beaucoup de vertus et de qualités qui étaient en lui sont décelables dans la manière de faire de la Fondation. Dont l'une des visées majeures est, sur la foi d'une pratique de dix ans, la promotion d'un homme libre et averti pour une meilleure contribution au développement de son pays.

Peut-être que ce n'est pas tout à fait cela le but ultime de la fondation et du combat mené par le premier chancelier de la République fédérale allemande, mais, moi, c'est la conclusion brossée à grands traits que je retiens de ma longue pratique de la structure, des femmes et hommes qui l'animent, et de ma randonnée à Rhondorf, le lieu où mourut Konrad Adenauer, après y avoir vécu paisiblement ses dernières années sur terre.

La Fondation célèbre les noces d'or de ses 50 ans de coopération internationale, moi, à travers moi comprenez l'APS, je célèbre aujourd'hui nos dix ans environ de partenariat ou de coopération, si l'on veut rester dans le ton de cette belle manifestation qui nous réunit. Sur la foi de ces dix ans, comme je l'ai dit tantôt, je peux témoigner que je connais assez notre partenaire pour que le jugement que j'émet sur lui n'ait rien à envier à celui que peuvent faire celui ou ceux qui l'ont pratiquée sur une plus longue période.

Elle n'est pas cachottière, la Dame. Et depuis qu'en 2001 Mamadou Koumé, directeur à l'époque de l'APS, me mit en contact avec Mme Bocandé pour un partenariat dans le travail j'ai aussitôt su que l'agence nationale qui se cherchait encore la personnalité qu'elle a aujourd'hui et qui fait qu'elle compte dans le paysage médiatique, avait trouvé l'une des béquilles aptes à lui permettre de répondre à sa véritable vo-

cation de « Grossiste de l'information ». Vous savez tous ce qu'est dans le négoce un tel terme qui renvoie à un commerçant chez qui on trouve du tout.

Oui, aujourd'hui, avec ses quarante à cinquante dépêches journalières dans tous les domaines de la vie (lors de la journée du premier tour de l'élection présidentielle passée, on a eu une pointe de 244 dépêches contre 243 au second tour), ses 10.000 internautes environ et ses 1300 à 1500 dépêches reprises par mois par les quotidiens de la place, l'APS mérite bien le nom de « Grossiste ».

L'« affaire » (si vous me permettez l'expression) n'est pas tombée du ciel. Elle est le fruit d'une stratégie bien pensée et d'une action hardie bien menée. Je vous épargne le long cheminement --j'ai eu à le développer dans une communication lors des Regards croisés sur l'évolution des médias organisés le 22 février 2011 par le CESTI et la Fondation sur les cinquante ans de presse au Sénégal -- effectué par l'APS pour passer de l'ombre à la lumière. D'organe de presse quasi-inconnu à organe de presse qui compte dans le paysage médiatique national et international. Mais sachez que le processus s'il a été le fait de journalistes pétris de talents et d'un management de bon aloi, fut aussi le produit de concours extérieurs dont celui très appréciable de la Fondation Konrad Adenauer.

Ceux qui se ressemblent s'assemblent, dit le proverbe. Le début du partenariat eut lieu au moment où nous, l'APS, cherchions appui pour compléter l'action de l'Etat qui, c'est un truisme, ne peut pas tout faire. L'appui, on le trouva auprès de la Fondation. Et de quelle manière ! De celui dont rêve tout journaliste : la mise à disposition d'un budget décliné de prime abord, des thèmes de rencontres plus ou moins laissés à notre appréciation, de même que le lieu des rencontres et les personnes-ressources à inviter. Banco !

Dix années et quelques mois. Voilà le temps que dure encore notre compagnonnage bâti sur le socle identifié tantôt. De Thiès, à Saint-Louis en passant par Kaolack, Dakar, Kédougou, Palmarin, à Dindéfelo avec ses chutes pittoresques, Salémata et Egath, site des villages touristiques bassari, l'APS, ses journalistes et une partie de ses administratifs, a cheminé avec la Fondation. Pour, dans ces multiples endroits, acquérir le savoir et l'expérience, mais également se jauger.

Le savoir et l'expérience ont suinté des thèmes de nos rencontres introduits par des experts et discutés ensuite, de manière approfondie par les journalistes de l'APS et leurs invités. Car il y en a eu souvent, histoire d'enrichir au maximum nos échanges. Les thèmes ont porté sur la démocratie au niveau national, à travers l'élection présidentielle et les élections législatives, mais également la démocratie au niveau local, à travers l'action menée par les autorités administratives et les représentants des collectivités. L'environnement, dans des vécus de près comme l'avancée de la mer à Palmarin ainsi que dans la Langue de Barbarie à Saint-Louis, a également meublé nos rencontres dont le plus grand profit reste les dépêches que les journalistes produisent à l'occasion.

Je crois que la Direction de la communication du ministère de l'Intérieur dont le responsable et ses collaborateurs nous ont souvent accompagnés à Thiès et à Dakar

dans les locaux de la Fondation connaît bien nos rencontres périodiques sponsorisées par la structure dont nous fêtons aujourd'hui un moment de son parcours que nous souhaitons plus long en vue de toujours faire partie de ses associés. Beaucoup de constitutionnalistes nous ont également honorés de leur participation à nos séminaires, surtout ceux organisés à l'orée d'un scrutin.

Je ne peux passer sous silence celui tenu à la veille de la dernière présidentielle durant lequel nous réussîmes au siège de la Fondation à Dakar à réunir autour d'une table, une journée durant, le second du Directeur de la communication du ministère de l'Intérieur, le secrétaire général de la Cour d'Appel et un éminent constitutionnaliste. Arrivée des courses : une production en quantité et qualité de dépêches sur tout le processus électoral jusqu'à la proclamation des résultats provisoires, sans oublier la primeur du Code électoral revu et corrigé.

Les articles produits à l'occasion de cette rencontre organisée le 21 janvier ont été pour beaucoup dans les 1395 dépêches de l'APS reprises par les quotidiens, durant le premier mois de cette année électorale.

Je faisais mention, en parlant des opportunités que nous offrent les rencontres co-organisées avec la Fondation, de la faculté de pouvoir nous jauger. L'APS, vous le savez, a des journalistes dans les régions du Sénégal, voire dans les départements et grandes banlieues. Comme on ne peut toujours les avoir au desk central pour nos réunions de rédaction, la direction de l'agence profite des rencontres que nous facilite la Fondation pour les réunir tous et engager avec eux de grandes discussions. Portant sur leur travail et conditions de travail, les moyens dont ils veulent disposer, leurs rapports avec les autorités locales et leurs besoins en renforcement de capacités.

Bref, un brainstorming au sortir duquel l'agence sent sa rédaction plus soudée parce que les journalistes se sont parlé, expliqués et compris. Ces séances d'une journée figurent toujours en bonne place dans le programme des séminaires initiés avec le concours de notre partenaire, la Fondation Konrad Adenauer. Nous avons exprimé, dès l'entame, ce vœu et il a rencontré l'adhésion de cette dernière qui trouve là confirmation de sa justesse de vue consistant à nous suggérer (pas imposer) de sortir de Dakar, à chaque fois que nous sommes en séminaire.

Au-delà du travail appréciable produit, loin des bruits et sollicitations de la capitale, beaucoup de jeunes journalistes du desk central ont découvert les régions de l'intérieur grâce à de tels déplacements. Et des vocations ont vu le jour, car de plus en plus, ils demandent à aller travailler dans les bureaux régionaux...

Nous n'avons pas uniquement échangé entre nous. Notre partenaire, très sensible à notre démarche, l'a enrichie par le biais d'apports extérieurs, sous forme de journalistes d'autres organes sénégalais, d'étudiants du CESTI ou de confrères allemands, invités à nous rejoindre. Ce fut notamment le cas lors de notre séminaire tenu à Dindéfelo (17-21 juin 2009) sur « l'Information-Communication et développement : les médias plus proches du développement », quand nous rejoignit le confrère allemand, Helmut Rücker. Sa participation à nos travaux ainsi que sa communication sur « Chances, défis et problèmes de la presse locale dans un pays décentralisé » sont restées impérissables dans nos mémoires.

Une année plus tard, j'ai pu lors du voyage en Allemagne organisé par la Fondation pour certains responsables de médias nationaux, mesurer sur place à travers des échanges avec des confrères et des visites de rédactions le dynamisme et la diversité de la presse allemande, comme le subodorait Rücker dans nos travaux d'ateliers et apartés à Dindefelo.

Tant de moments passés ensemble, tant de lieux visités ensemble, tant de kilomètres parcourus ensemble, par route ou par les airs – et même à pirogue au dédale des îles au large de Palmarin et à bord d'une charrette, lors d'un retour à notre campement de Palmarin – ne sont pas sans laisser une certaine complicité, un sentiment de proximité qui fait qu'on se découvre beaucoup d'atomes crochus. Et que l'APS et la Fondation peuvent mutuellement compter l'une sur l'autre. Ce sentiment explique pourquoi, je parlais au début de mon propos de « notre Fondation ». L'inverse est valable : Mme Bocandé, Andréa et n'importe quel autre agent de la Fondation jusqu'à Stephan Gerhold, le prédécesseur d'Andréa qui pilota notre voyage sur l'Allemagne de Dakar à Cologne via l'avion, le train et le bus, peuvent bien sans nous offusquer s'approprier l'APS.

En tous les cas, c'est avec beaucoup de plaisir que je sens que Mme Bocandé ne s'interdit pas de nous bombarder de communiqués et d'informations sur les activités de la Fondation que nous nous faisons le plaisir de mettre sur notre fil à la disposition de nos internautes. A ce propos, je crois que mes réponses à ses mails l'invitant à ne pas se formaliser dans notre coopération ne sont pas tombées dans l'oreille d'une sourde. Merci, Ute, de nous noyer de flots d'informations...

Je crois qu'on est en présence d'un bel exemple de partenariat gagnant-gagnant que nous, à l'APS, souhaitons maintenir et fortifier autant que possible. Vous comprendrez que le bilan est tellement positif que nous voulons, pour parler people, un rajout, un rajout. Qui ne nous fera, à l'APS, que du bien.

Comme nous avons fait la preuve de notre professionnalisme --ce qui nous vaut pour beaucoup d'ailleurs la confiance tant appréciée de la Fondation--, il s'agit d'aller plus loin dans notre mission d'information, en augmentant notre capacité de travail au plan des ressources humaines et des moyens matériels. Ce pourrait être des opportunités de renforcement de capacités, sur place ou en Allemagne, des échanges de journalistes, des stages ou des dons d'outils de travail (ordinateurs, voitures pour le déplacement des équipes de reportage, etc.).

A l'APS, on sait pour en avoir discuté avec les responsables de la Fondation que cela n'entre pas dans leurs prérogatives, mais il nous semble qu'il leur est possible de nous faciliter les contacts avec nos confrères allemands ainsi qu'avec la coopération allemande agissant dans le sens que nous souhaitons. C'est ce plus que nous attendons de notre très chère partenaire. Longue vie à elle, bonne continuation et vive la coopération tissée avec l'Agence de presse sénégalaise.

Je vous remercie de votre attention.

**CHEIKH TIDIANE NDIAYE, ANCIEN COORDINATEUR DE LA REDACTION DE
L'AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE**

ASSOCIATION SENEGALAISE DE COOPERATION DECENTRALISEE (ASECOD)

Afrique Citoyenne. Une bande dessinée qui réjouit et instruit.

Evaluation et Perspectives

Notre partenariat entre l'Association Sénégalaise de Coopération Décentralisée (ASECOD) et la Fondation Konrad Adenauer entre dans une logique très ancienne, sept (07) ans avant l'ouverture de ses Bureaux au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique.

C'est l'occasion, une nouvelle fois, ici et maintenant, de magnifier l'action et les nombreuses initiatives de la Fondation Konrad Adenauer qui ont largement contribué, entre autres projets, à l'éducation civique, à la promotion de la démocratie, au dialogue politique et social dans notre pays, le Sénégal.

Dans ce contexte, nous réitérons notre engagement dans le cadre des actions de partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer, au titre de l'Association Sénégalaise de Coopération Décentralisée (ASECOD) que j'ai l'honneur et le privilège de diriger. Comme vous le savez, notre partenariat avec la Fondation s'illustre à travers l'organisation de conférences, le soutien à l'édition et à la diffusion de notre Bande Dessinée « AFRIQUE CITOYENNE » qui en est à son 32^{ème} numéro.

Cette Bande Dessinée dédiée à toute la jeunesse africaine, a traité divers thèmes éducationnels, civiques, environnementaux, telle Conscience citoyenne, thème du premier numéro réalisé en mai 2003, tirant sa source de l'identité de pensées et d'action des deux grands hommes d'Etat, l'Allemand Konrad Adenauer premier Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne et Léopold Sédar Senghor premier Président de la République du Sénégal. D'autres thèmes ont porté sur l'Enfance déshéritée, Les Vacances citoyennes, Le Gouvernement d'école qui a initié et sensibilisé les élèves sur les fondements de la démocratie et l'exercice de la bonne gouvernance. L'édition sur le dialogue interreligieux a permis aux jeunes de se munir contre des préjugés et des idées préfabriquées et de lutter contre l'exclusion. Les thèmes sur les méfaits de la drogue et le tabagisme, L'Identité culturelle, Les Etats-Unis d'Afrique ont favorisé dans certaines écoles des débats d'idées entre des élèves et leurs professeurs. Le numéro sur l'Emigration clandestine a suscité des discussions dans de nombreux quartiers et sensibilisé les jeunes sur les dangers de cette aventure mortelle. La violence faite aux femmes, Les Mariages précoces, Consommer Local, Le Viol les Abus sexuels sur les enfants avec l'impératif de briser le silence en vue de l'application du Droit. la Protection de l'Enfance, L'Excision, ces thèmes ont poussé les jeunes à l'action, en formant des clubs citoyens dans des écoles et de faire des actions citoyennes, concours de théâtre, de poésie, de dessins, plantation des arbres, etc.

Des éditions ont été traduites et rééditées soit en anglais soit dans nos langues nationales, notamment en Pulaar, Diola, Mandingue, Wolof, avec le soutien

d'Ambassades telles que Belgique, Autriche, Israël, la Suisse dont la politique étrangère très engagée pour les droits humains.

D'ailleurs c'est dans cette lancée de défense des Droits Humains que nous avons publié, en collaboration avec l'organisation Malao et le soutien financier de la Fondation Konrad Adenauer, «l'édition Ma Force est dans la paix ». Cette Ce numéro d'Afrique Citoyenne a été salué à l'époque par Son Excellence Koffi Annan, alors Secrétaire Général des Nations Unies. C'est dans cette logique de paix que s'inscrivait également notre numéro « Tous ensemble pour la Paix en Casamance » qui a enregistré un grand succès jusque dans les pays voisins du Sénégal. Des campagnes d'éducation civique, ont par ailleurs porté sur des éditions relatives à la Carte d'Electeur, à l'inscription des jeunes sur les listes électorales, à la sensibilisation au vote. Des actions qui a permis aux jeunes de mieux connaître leurs droits civiques en matière électorale, de prévention et de gestion des conflits. Des séances de simulation dans quelques écoles ont ainsi permis à la jeunesse de se familiariser aux techniques du vote.

Il convient, à cet égard, de magnifier la pertinence de ces publications qui ont été saluées à cette époque par la classe politique sénégalaise, toutes tendances confondues, d'avoir suscité un intérêt particulier du Programme Gouvernance et Paix (PGP) au Sénégal, sous l'égide de l'USAID. D'autres éditions récentes ont porté sur les thèmes Prévenir les extrémismes autour de la lutte contre le terrorisme, l'Environnement qui vient d'être édité comme étant le 4^{ème} numéro consacré à la protection de l'Environnement et aux changements climatiques en partenariat avec le Ministère de l'Environnement. Cette initiative est venue à son heure, après les succès qu'a connue la Conférence Internationale de Paris COP 21. D'ailleurs, nous envisageons, si les moyens financiers suivent la possibilité de traduire ce numéro et de le publier dans nos langues nationales comme tels le Ouolof, le Mandingue, le Pulaar, etc.

Il y a lieu de saluer la pertinence de ce numéro et les enseignements tirés à ce sujet.

Je réitère mes félicitations à la Fondation Konrad Adenauer pour ses 40 ans au service de la coopération entre le Sénégal et l'Allemagne, mais aussi pour son engagement au niveau social et dans le cadre d'actions humanitaires. A ce propos d'ailleurs une publication prochaine d'Afrique Citoyenne rendra hommage au Capitaine Mbaye DIAGNE tombé au Rwanda où le génocide avait fait plus d'un million de morts. Ce héros militaire a été tué alors qu'il était en poste dans le cadre du maintien de paix des Nations Unies au Rwanda, après avoir sauvé de nombreux Rwandais dont des femmes et des enfants. N'est-ce pas un exemple de courage, d'humanisme et de solidarité pour toute la jeunesse de tous les pays !

Je vous remercie de votre aimable attention.

SENATEUR SIDY DIENG, PRESIDENT DE L'ASECOD



CARITAS

Perspectives de réintégration économique et sociale d'émigrés retournés au Sénégal

COMMUNICATION SUR LA MIGRATION

Thème : Comment peut-on endiguer l'émigration et créer des opportunités viables pour que les jeunes ne sentent pas le besoin d'émigrer ?

1. Contexte de la migration

La migration est un phénomène qui a toujours existé dans le monde. Elle concerne surtout des populations quittant leur pays à la recherche du mieux être.

L'émigration clandestine quant à elle se fait en dehors de la réglementation et des dispositions mises en place par les pays de destination. De ce fait les clandestins prennent fréquemment des risques importants pouvant mettre en péril leur propre vie afin de rejoindre des pays présentant des conditions de vie qu'ils espèrent meilleures.

Le Sénégal n'est pas épargné par ce phénomène qui a pris une ampleur grandiose, ces dernières années. L'âge des émigrés est compris entre 15 et 35 ans. Dans cette tranche d'âge figure aussi quelques femmes candidates à l'émigration.

Ces jeunes empruntent des embarcations de fortune destinées d'abord à la pêche artisanale aux prix fixés entre 300 000 et 500 000 FCFA pour gagner l'Europe, en particulier les îles canaries. Toute la côte Sénégalaise sert de lieu d'embarcation, surtout Dakar (yarakh, Mbao), Mbour, Joal, les Iles du Saloum et la Casamance.

Cette situation alarmante inquiète plus d'un au Sénégal et continue de susciter beaucoup de débats.

La cause principale est la pauvreté qui est plus ressentie en zone rurale, en milieu périurbain des grands centres. Elle a comme conséquences, l'exode massif des jeunes vers les grands centres urbains et puis vers l'Afrique du nord et l'Europe pour ceux qui ont une ambition beaucoup plus grande.

2. Comment peut-on endiguer l'émigration et créer des opportunités viables pour que les jeunes ne sentent pas le besoin d'émigrer ?

2.1 Réponse de l'état du Sénégal

Le gouvernement du Sénégal agit à trois niveaux :

Tout d'abord par la répression, en lien avec les pays d'Europe (l'Espagne principalement) qui lui octroient des moyens additionnels pour la surveillance côtière et l'interception (hélicoptères, avions, vedettes rapides) ; opérations conjointes avec la police nationale pour encadrer le rapatriement de nos ressortissants refoulés etc.

La seconde réponse consiste à donner un appui aux projets des jeunes. Le plus important étant le plan REVA (retour vers l'agriculture) avec des aménagements hydro



Konrad
Adenauer
Stiftung

agricoles, du crédit pour l'approvisionnement en intrants et matériels agricoles et des facilités pour la vente et la transformation de la production. Cette proposition ne rencontre pas l'enthousiasme de jeunes. Ou ils ne croient plus à la terre qu'ils ont quittée avec l'exode rural, ou ils sont des citadins pour la plupart et ne connaissent pas le travail de la terre.

Le dernier niveau consiste à organiser une migration légale par la sélection des candidats potentiels, leur formation et leur envoi en Espagne après avoir préalablement négocié avec les entreprises et/ou exploitations agricoles devant les accueillir.

2.2 Contribution de l'Eglise du Sénégal

Conformément à sa mission, l'Eglise du Sénégal et l'Archidiocèse de Dakar en particulier entend s'impliquer dans la lutte avec tous les acteurs partageant les mêmes préoccupations. Ainsi, la Caritas Diocésaine de Dakar a organisé des journées de réflexions sur le phénomène de l'émigration des jeunes, en collaboration avec quelques acteurs.

Les résultats de ces réflexions seront partagés avec les autres Diocèses pour un plan d'action commun à l'Eglise du Sénégal, mais aussi avec les Partenaires extérieurs.

Egalement des représentants des Evêques d'Afrique, des Responsables des Caritas d'Afrique et d'Europe et d'autres ONG travaillant en lien, se sont réunis en forum sur le thème « Migration, Politiques, et Droits de l'Homme ».

2.3 Nécessité de mise en pratique d'une approche globale pour endiguer l'émigration et créer des opportunités viables

Pour ce faire il faudra :

- **organiser la migration légale** sous l'angle de la migration professionnelle et étudiante, qui permet un meilleur fonctionnement des marchés de travail des pays de destination et représente, tant par le transfert que l'acquisition de compétences professionnelles par les migrants, une contribution au développement des pays d'origine.⁶
- **lutter contre la migration irrégulière** : cette lutte devra être axée sur la fraude documentaire, le contrôle aux frontières, le retour- l'accompagnement- la réinsertion des migrants irréguliers dans leurs pays d'origine, la répression du trafic des migrants et de la traite des êtres humains doivent faire l'objet d'une coopération internationale.⁷
- **le renforcement des synergies entre migration et développement** : il conduit à privilégier le renforcement des politiques d'emploi et de gestions des migrations. Il convient également de promouvoir la croissance, l'emploi productif et le travail décent dans les pays et régions d'origine de la migration.⁸

⁶ Déclaration finale 2^{ième} conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement

⁷ Déclaration finale 2^{ième} conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement

⁸ Déclaration finale 2^{ième} conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement

3. Un exemple de synergie entre migration et développement

Caritas Dakar dans le cadre de la mise en synergie des actions a eu un appui financier de la Fondation Konrad Adenauer Stiftung et du C.C.F.D. pour la mise en œuvre d'un Projet de « **Structuration et de Capacitation des jeunes migrants de la petite Côte (zone du sine) »** .

- **Objectif Global du Projet**

Contribuer à la réduction de la Migration des Jeunes vers les Pays d'Afrique du Nord et d'Europe, trois ans après la mise en place du Projet.

- **Objectifs Spécifiques**

O.S.1 Renforcer les capacités de Jeunes en Entrepreneuriat et Gestion des Microprojets durant la mise en œuvre du Projet ;

O.S.2 Structurer les Jeunes en Structure villageoise et créer un Cadre d'échanges par la mise en place d'une Union des Structures villageoises dans la première étape de l'exécution du projet ;

- **Résultats attendus:**

R.1.1 : Les jeunes ont leurs capacités renforcés en gestion entrepreneuriale et microprojets dans les domaines identifiés et supposés les plus rentables ;

R.2.1 : Les Structures villageoises et l'Union des Structures villageoises créées et fonctionnelles.

- **Activités réalisées**

- Prise de contact et d'informations sur le démarrage du projet avec les Autorités locales et religieuses, et les Organisations de jeunes bénéficiaires du projet.
- Assemblée générale constitutive de la fédération des jeunes migrants

A l'entame de la rencontre, le chef de projet a eu à partager et échanger avec l'assistance sur les dimensions d'une organisation et cela, pour permettre à tout un chacun de comprendre les enjeux de la mise en place de la fédération qui va regrouper plusieurs villages.

Ces dimensions se résument fondamentalement en trois grandes dimensions que sont :

Etre : la philosophie, les valeurs, la vision, la mission, les stratégies etc. ;

Faire : l'existence du programme, la pertinence, l'efficience, l'efficacité ;

Relations / Environnement : les instances, les partenaires financiers, les partenaires techniques et les partenaires de base

Après cette séance, l'assistance réunissant 22 délégués sur les 32 convoqués a procédé à l'élection du Comité Directeur de 9 membres. Tous les 8 villages y sont représentés.

Une fédération dénommée « LINGUIR » qui signifie « œuvrons ensemble la main dans la main » s'est donnée comme mission : endiguer l'émigration clandestine dans l'Arrondissement de Fimela avec « zéro clandestin dans le Fimela ».

➤ Réunion du Bureau exécutif

La réunion est tenue à la salle du Site « Nanaay » le 29 juin 2010 et a pour objet d'échanger sur les projets de Statut et de Règlement intérieur de la Fédération, mais aussi d'élaborer le plan d'actions qui devra aboutir à la production d'un Document de Projet devant être envoyé à la Caritas Dakar pour la recherche de Partenaires financiers.

Plan d'actions élaboré d'une manière participative par l'assistance

- Restitution des résolutions de la réunion du Bureau exécutif dans les villages ;
 - Confection de cartes de membre de la fédération et mise en vente dans les villages,
 - Rencontres sectorielles pour les études diagnostiques dans les villages ;
 - Restitution des actions retenues dans les villages ;
 - Compilation (mise en commun) des études diagnostiques en assemblée générale ;
 - Elaboration du Projet par un groupe restreint au siège provisoire de la Fédération ;
 - Restitution du Document de Projet en assemblée générale pour amendement et validation au siège provisoire de la Fédération ;
 - Remise du Document de Projet au Directeur de Caritas Dakar à la Direction de Dakar.
- Organisation des ateliers de formation

Atelier 1 : Formation en Dynamique organisationnelle et gestion administrative d'une Organisation communautaire de base

Cette session a eu lieu au Site « Nanaay » de Palmarin Facao pour les 30 juin et 1er juillet 2010. Elle a regroupé 24 délégués dont 5 jeunes femmes.

L'animation était assurée par Monsieur Ibrahima DIALLO Expert Formateur, Directeur du Centre de Formation Polyvalent des Prestataires de Services d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises de Thiès.

Atelier 2 : Formation en Gestion financière

Organisé au Site « Nanaay » de Palmarin Facao pour les 08 et 09 juillet 2010. Cette session a vu la participation de 24 délégués dont 6 jeunes femmes.

L'animation était également assurée par Monsieur Ibrahima DIALLO Expert Formateur, Directeur du Centre de Formation Polyvalent des Prestataires de Services d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises de Thiès.

➤ Evaluation des activités déroulées

Cette activité marque la fin de cette première étape. Elle a été commanditée par la Fondation Konrad Adenauer Stiftung pour des besoins institutionnels et pédagogiques. La Représentante adjointe de la Fondation, chargée des Programmes, Le Vice-président de la Communauté rurale de Palmarin, le Curé de la paroisse de Palmarin et le Directeur de Caritas ont rehaussé la journée par leur présence effective.



La chargée de communication du Centre de Formation Polyvalent des Prestataires de Services d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises de Thiès a modéré cette activité d'évaluation.

**M. MAMADOU SARR, CHEF DE LA DIVISION DU DEVELOPPEMENT RURAL A
CARITAS SENEGAL/ DELEGATION DIOCESAINE DE DAKAR**

LE CINECLUB DE LA FKA DAKAR

Le cinéma comme moyen de formation politique et civique

Lorsque la FKA a introduit, vers le début des années 2000, le cinéclub, ce fut une innovation majeure mais pas évidente : « Comment ! Du cinéma, de la culture dans une fondation politique, cela rima à quoi ? » était la question souvent posée à l'époque. Pourtant, même pas six mois après, le cinéclub était devenu une des manifestations phares de la FKA et l'est restée jusqu'à ce jour. En effet, le cinéma suivi de débat, donc notre cinéclub, est un instrument formidable pour susciter l'intérêt de sujets de portée citoyenne au sens large, un vecteur de transmission d'idées et de valeurs, un forum de discussion et un moyen aussi de rendre les lettres de noblesse au cinéma africain et aux réalisateurs sénégalais et africains.

Il faut souligner que nous présentons prioritairement des films africains pour offrir aux jeunes (et aux moins jeunes) spectateurs de voir des films de leur continent, films qui ne sont présentés que rarement dans les télévisions sénégalaises et encore moins dans des salles de cinéma publiques, pratiquement inexistantes actuellement. Cependant, la FKA, à travers de films venus d'autres horizons, donne aussi une ouverture au cinéclub, par exemple lors de la célébration de la chute du mur de Berlin, quand nous avons présenté au public des films allemands sur la thématique et suscité une discussion sur totalitarisme, extrémismes et des mouvements de libération.

Nous avons la chance de coopérer avec la Direction de la cinématographie et le Centre culturel Français qui nous aident à trouver des films africains souvent introuvables dans le commerce, et à entrer en contact avec des réalisateurs africains qui trouvent dans le cinéclub une plateforme pour présenter leurs œuvres et d'en discuter avec le public.

Le cinéclub de la FKA Dakar se donne plusieurs objectifs : il offre aux spectateurs de Dakar, mais aussi dans d'autres régions comme la Casamance et le Sénégal oriental, l'opportunité de retrouver, à travers des productions cinématographiques, un accès aux différentes problématiques et thématiques de notre monde devenu complexe et compliqué. Les discussions avec les réalisateurs et des experts aident les cinéphiles à se former et à se faire une idée, une opinion de problèmes aussi divers que la destruction de l'environnement, la polygamie, les mariages et les grossesses précoces, le Sida, la mendicité, la pauvreté, la corruption, l'émigration, l'exode rural, l'extrémisme, la violence.

Cependant, au-delà des nombreuses difficultés d'un monde entre tradition et modernité en pleine mutation, le cinéclub met en oeuvre une approche positive de résolution de problèmes. Le cinéphile de la FKA ne se lamente pas, mais cherche activement des voies et solutions des problèmes évoqués. Et d'ailleurs, plusieurs films ont pu stimuler, à travers la présentation et la discussion, une sorte de « retour aux sources », car ils aident les spectateurs à prendre conscience de la valeur des traditions et de leur importance pour le façonnement du monde moderne. En effet, les réflexions et discussions après-film induisent une dynamique positive et amènent les spectateurs à considérer le rôle qu'ils jouent, chacun, dans la société et comment ils

peuvent, chacun, jouer sa partition pour améliorer certains méfaits et œuvrer pour rendre le monde meilleur, chacun à son niveau et avec ses compétences.

Chemin faisant, nous avons constaté que le cinéclub suscite un véritable élan citoyen. En effet, beaucoup des cinéphiles de la FKA s'engagent petit à petit dans des organisations de la société civile, dans des associations de jeunes, de femmes, et assument des fonctions de responsabilité. Le cinéclub est un pool de compétences et beaucoup de jeunes, timides au début, sont devenus d'excellents orateurs – le ciné débat leur offre une tribune pas « trop officielle » pour se faire une opinion, structurer et formuler leurs idées et les exposer devant le public. Certains parmi eux ont même déjà fait fonction de modérateur de débat : le cinéclub est une véritable école et une plateforme.

Cependant, nous ne recevons pas uniquement des jeunes cinéphiles, loin de là. Souvent le cinéclub est honoré par des personnalités de tous les domaines de la vie publique : Professeurs, ministres, ambassadeurs, généraux entre autres, et bien entendu, les représentants de nos organisations partenaires. Plusieurs parmi eux sont devenus de véritables « fans » de notre cinéclub et ont installé à leur tour, des ciné-débats qu'ils ont adopté comme moyen et instrument efficace d'information et de formation citoyenne. L'exemple de la FKA fait donc tâche d'huile et nous en sommes fiers et heureux. Vive le cinéclub, vive les cinéastes, vive les cinéphiles, est-on tenté de dire, et...pourquoi pas, après tout, c'est notre fête et notre jubilé à nous tous ! Bonne continuation !

UTE GIERCZYNSKI-BOCANDE
DAKAR, LE 19 MAI 2016



COMITE D'APPUI ET DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (CASADES)

Partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer

Le partenariat noué et développé entre le CASADES et la Fondation Konrad Adenauer depuis 2008 est un modèle pertinent pour la promotion de la Citoyenneté et de la participation des jeunes et des femmes à la gestion des affaires locales. Ainsi plusieurs activités de 2008 à 2016 mis en œuvre ont permis au CASADES d'accroître, l'efficacité des cadres de dialogue et de gestion des ressources naturelles mis en place (comités transfrontaliers, observatoire de prévention et de gestion des conflits), l'accès à l'information et la protection des droits humains, notamment ceux des femmes, à améliorer la participation des citoyens à la gouvernance locale et aux processus de décentralisation ainsi que la gouvernance des collectivités locales et une mobilisation citoyenne pour lutter contre l'émigration irrégulière.

Les Principales activités menées dans les régions de Kolda et de Sédhiou :

Axe : Citoyenneté et Participation

- Atelier sur le maintien des filles à l'école :

Mariage et grossesse précoces en 2008 à Kolda animé madame Taibou Baldé de FAWE actuellement député et madame Diénéba Tall de la SCOFI. Cet atelier a été le début du partenariat entre la Scofi, le FAWE, l'IDEN et CASADES pour des activités d'Education au Développement.

- Atelier sur Face à la problématique des migrations, quelles réponses pour responsabiliser les jeunes dans le processus du Développement local ?

L'objectif de cet atelier est une meilleure compréhension des enjeux de la migration internationale Sénégalaise, un changement de comportement des jeunes candidats à l'émigration, une mobilisation citoyenne pour lutter contre l'émigration irrégulière et des réponses alternatives face aux défis de l'émigration clandestine.

- Simulation Parlementaire :

La participation des jeunes au processus de formation d'une opinion politique en 2010



Formation des formateurs sur la simulation parlementaire à Zchor

- Atelier sur le profil de l'élu à Kolda
- Atelier régional de formation sur le Leadership politique des femmes et des jeunes
- Tribune de l'élu ou de redevabilité :
L'objectif de la « tribune de l'élu » est de contribuer à améliorer la gouvernance à travers un échange entre les citoyens, les institutions et les politiques sur ce qui doit être les priorités des citoyens. Par conséquent, il s'agira d'échanger, de discuter dans la tolérance, le débat contradictoire, le respect mutuel dans une discussion qui porte sur le futur de la collectivité locales qui est à construire par tous les fils de la localité.

Effets :

- o Les citoyens ont pu exprimer leurs attentes au Maire;
- o Un espace de dialogue et de concertation est créé pour permettre aux élus et aux populations de se parler ;
- o Des échanges entre le Maire et populations sur les questions sociales, politiques et économiques ont eu lieu et des informations sur les sujets qui préoccupent les populations, pour alimenter leurs projets et programmes d'action ou de société ;

Axe : Paix et Sécurité

- Forum sur la coopération transfrontalière à Ouassadou
- Atelier de définition des règles de gestion et code de conduite des membres des comités transfrontalière
- Organisation d'un atelier sur la Législation foncière à Kolda, Sédhio et Vélingara

M. BASSA DIAWARA, DIRECTEUR DU CASADES

**COORDINATION DES UNIONS DIOCESAINES DES ASSOCIATIONS
FEMININES CATHOLIQUES DU SENEGAL
(CUDAFCS)**

Cher partenaire de la Fondation Adenauer,

Avec vous, nous rendons grâce à Dieu pour la célébration des 40 ans de présence et de travail au Sénégal.

Oui cher partenaire, depuis des décennies vous avez œuvré pour le développement des sénégalais en accompagnant des activités proposées par vos partenaires et qui cadrent avec vos objectifs.

Parmi ces partenaires figure la Coordination des Unions Diocésaines Des Associations Féminines Catholiques du Sénégal CUDAFCS qui a beaucoup collaboré et apprécié le partenariat avec vous.

Nous apprécions à sa juste valeur l'appui dont nous avons bénéficié.

En effet, chaque année à travers l'exploitation de thèmes, nous sommes parvenues à définir des orientations et à atteindre des objectifs que nous sommes fixés.

Nous retiendrons les formations sur des thèmes qui ont permis aux femmes de prendre conscience sur certaines situations qui nécessitent une prise de conscience, au profit de la famille et de la société.

Parmi ces thèmes nous pouvons retenir :

« Espérance en action au service de la famille des jeunes et de toutes les personnes qui souffrent dans le monde »

« Espérance en action au service des personnes qui souffrent »

« Le leadership féminin : l'accès des femmes dans les instances de prise de décision »

« La protection des droits de la femme »

« La promotion des femmes sur la base des valeurs chrétienne »

« La protection de la jeune fille »

« L'éducation à la paix »

« La lutte contre la corruption »

Ces différents thèmes ont permis de revisiter le rôle de la femme au sein de la famille comme épouse, mère, éducatrice, agent de développement, citoyenne et artisanne de paix qui doit tous les jours s'affirmer et évoluer dans tous les secteurs de la vie sociale, économique, religieuse et politique.

Ces formations qui ont beaucoup contribué à renforcer la capacité des femmes ont suscité un éveil de conscience qui a permis une adhésion des femmes dans la politique et la CUDAFCS a enregistré lors des dernières élections, des conseillères engagées à œuvrer pour le développement de la cité.



Durant nos assemblées générales qui sont l'occasion d'évaluer nos activités, les femmes ne manquent jamais de se féliciter de notre collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer.

Nous prions le Seigneur afin que le partenariat aille toujours de l'avant et que les résultats continuent d'être très satisfaisants.

Cher partenaire, que Dieu vous bénisse et vous garde en paix.

Joyeux anniversaire et bonne continuation.

Je vous remercie.

MONIQUE FAYE THIANDOUM, PRESIDENTE CUDAFCS

DIALOGUE INTERRELIGIEUX

La genèse du programme sur le dialogue interreligieux de la FKA Dakar

Enracinement et ouverture. Plaidoyer pour le dialogue interreligieux.

Cette devise qui résume notre conviction et notre intention, est le libellé des colloques que nous organisons tous les ans, toujours avec un nouveau contenu, selon l'intérêt général et l'actualité.

Le colloque est en quelque sorte le résultat d'un travail de longue haleine dans la perspective de la promotion du dialogue entre les cultures et entre les religions si cher à la Fondation Konrad Adenauer. Ainsi nous pouvons présenter, sans vouloir énumérer chaque initiative, une bonne quinzaine de publications, électroniques, imprimées ou sous forme de bande dessinée, sur les religions et le dialogue interreligieux. Une bonne partie de ces publications se trouve dans notre site web.

En dehors des publications, nous avons organisé différentes manifestations sur la thématique des religions et du dialogue. Par exemple, nous avons initié en 2007, avec l'Université Cheikh Anta Diop, et en prélude de l'OCI qui s'est déroulé en 2008, une série de séminaires et conférences sur l'Islam au Sud du Sahara. Et c'est aussi suite à cette période d'intense travail sur la thématique que nous avons eu l'idée de continuer, dans une perspective de renforcement du dialogue entre les religions.

Il faut mentionner aussi que nous avons rencontré, lors d'un séminaire de Trust Africa en 2008, les deux personnalités qui ont marqué le dialogue interreligieux au Nigéria et en Afrique, l'Imam Mouhammed Ashafar et le Pasteur James Wuye, personnages éponymes du film L'Imam et le Pasteur. Nous avons assisté à la projection de leur film qui nous a particulièrement impressionnés, et nous avons eu l'occasion de discuter à bâtons rompus.

Nous avons compris que le dialogue peut naître de la haine, car quand il y a trop de haine et de ressentiments réciproques entre ethnies et religions, comme c'est le cas dans certaines régions du Nigéria ou dans d'autres régions du monde, le hasard peut provoquer la rencontre de deux ennemis qui petit à petit deviennent collaborateurs pour la paix. Etonnant ? En tout cas, c'est la leçon de ce film et nous pensons que cela peut être un bel exemple d'un dialogue difficile, mais réussi. L'Imam et le Pasteur ont fondé un centre pour le dialogue et enregistré beaucoup de succès déjà – même si la paix n'est pas encore revenue, c'est un exemple à suivre.

Pour ce qui concerne les colloques, nous avons pris l'initiative en 2009, en collaboration avec l'Université Cheikh Anta Diop, l'Ambassade d'Israël et l'Association sénégalaise de coopération décentralisée. En effet, nous avons estimé que le Sénégal, pays phare de cohabitation paisible entre les adhérents des différentes religions, avait d'une part un patrimoine à partager, et d'autre part des acquis à préserver. Car nul n'est seul locataire de la paix. La paix entre les religions est particulièrement chère et précieuse et il convient de tout mettre en œuvre pour la conserver et la développer davantage – le colloque est une initiative dans ce sens.

Le comité scientifique est composé d'experts et d'engagés laïcs représentant toutes les religions : Islam, Judaïsme, Christianisme, Religions Traditionnelles Africaines. Ils se consacrent avec beaucoup d'énergie, d'engagement et d'abnégation au travail du comité et à la multiplication des idées et des bonnes pratiques du dialogue.

Ainsi nous réunissons, depuis 2009, des experts de différents pays d'Afrique et au-delà, et surtout de différentes religions : Islam, Christianisme, Judaïsme et RTA. RTA ? Oui, religions traditionnelles africaines. Il s'agit des religions qui existaient en Afrique avant la venue de l'Islam et du Christianisme, et qui existent toujours dans certaines parties aussi du Sénégal. Elles sont en quelque sorte le substrat de la société et influent jusqu'à présent sur la perception du fait et du vécu religieux, de la vie religieuse tout court.

Ces religions sont souvent sous estimées et méprisées comme « animisme » ou « fétichisme », à tort. Même si actuellement, pratiquement la plupart des Sénégalais appartiennent à une religion révélée, les RTA ont toujours leur place dans le patrimoine religieux sénégalais, elles véhiculent une partie importante de l'histoire du pays et des valeurs particulières et universelles qui pourront bien aider à la résolution de diverses crises de la société d'aujourd'hui.

Comme mentionné plus haut, les thématiques de nos colloques ont trait à l'intérêt général et à l'actualité, et nous avons commencé en 2009 avec le sujet global qui est notre devise : Enracinement et ouverture, plaider pour le dialogue interreligieux, le titre de notre premier colloque a paraphrasé Senghor, pour souligner la nécessité de s'ancrer d'abord dans sa religion avant de passer au dialogue, de promouvoir la connaissance du soi et de l'autre pour être apte à un échange sans stéréotypes et sans idées reçues.



Le comité interreligieux, 2015

Ensuite, lors du deuxième colloque en 2010, nous avons analysé des cas probants et des cas conflictuels de cohabitation interreligieuse, pour nous poser la question, en 2011, sur « Religion et développement social. Quelles voies préconisent les religions révélées et les religions africaines ? Le quatrième colloque en 2012 a porté sur « Religion, paix et développement » - une problématique à l'ordre du jour avec la crise au Mali. Ainsi, nous avons choisi, en 2013, le thème de la religion dans l'éducation et le rôle de l'éducation dans les religions – également un thème inspiré par une crise, et porteur de l'espoir de pouvoir apporter des éléments de réponse. Le colloque de 2014 était consacré au rôle de la femme dans les religions « Religion, femme et so-

ciété » et en 2015, nous avons analysé l'importance de la religion et du discours religieux au niveau des jeunes sous le libellé « Jeunesse et Religion ». En 2016, nous avons mis le focus sur la sauvegarde de la « maison commune », notre terre, et consacrons le colloque à la recherche, dans les religions, de solutions à la crise environnementale : Religion et environnement.

Cependant, nous ne nous limitons pas aux colloques annuels, car en effet, ils portent des fruits abondants et des fois, non attendus mais salutaires. Les participants des colloques et les membres du comité portent l'idée et les pratiques du dialogue inter-religieux dans leurs familles, leur environnement social : écoles, associations, lieu de travail, et ainsi, nous pouvons affirmer avec fierté que le travail du comité scientifique n'est pas vain et qu'il aide, tant si peu, à divulguer la dynamique du dialogue partout au Sénégal et même au-delà des frontières.

Comme exemples, citons le forum interreligieux que la direction des Œuvres diocésaines de Thies organise, tous les ans, en marge des JMJ (Journées Mondiales de la Jeunesse), avec 25 jeunes Musulmans et 25 jeunes Chrétiens, sous la houlette de Mgr André Gueye, évêque de Thies et président de la commission épiscopale pour le dialogue interreligieux. Citons aussi notre coopération avec l'Institut Islamique du Sénégal, avec la Nonciature Apostolique, avec la Ligue sénégalaise des Imams et Oulémas, avec l'Assemblée Nationale et avec le Timbuktu Institut sous la direction du professeur Bakary Sambe. Le dialogue interreligieux est porté de plus en plus dans les régions du Sénégal, ainsi avec l'ADPBS (Association pour le développement du pays Bassari au Sénégal), nous organisons des séances de dialogue interreligieux dans le département de Salémata, avec l'AJRF (Association des Journalistes en Régions Frontalières) nous discutons sur le discours religieux dans les médias. Nous avons édité, il y a plus de 10 ans déjà, un Cahier de l'Alternance sur les « Religions au Sénégal » avec le CESTI (Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information). En Casamance, nous organisons des séminaires sur le dialogue entre les religions et les communautés, avec Amnesty International, le CASADES et la Génération non violente. Le dialogue interreligieux est également une priorité des Unions des femmes catholiques (CUDAFCS et UDAFCD) avec qui nous initions des échanges de femmes de différentes religions, de même avec d'autres organisations féminines comme le GRAIF à Thies et l'ADFK à Kédougou. Last but not least, nos boursiers, issus de plus de 10 pays africains, ont fait du dialogue une priorité et l'appliquent, à travers leur engagement au sein de la FKA, mais surtout en le portant dans leur environnement d'études et de travail, de manière constante, engagée et efficace.

La Fondation Konrad Adenauer est heureuse et fière de constater qu'au fil des années, le grain du dialogue est devenu une jeune plante en pleine expansion, et nous espérons qu'elle grandira encore, à l'image du Baobab interreligieux dans notre jardin. Il faut tout juste le cultiver, l'arroser, le protéger, le choyer, l'aimer... et il avancera pour porter toujours plus de fruits.

UTE GIERCZYNSKI-BOCANDE,
RESPONSABLE DU COMITE SCIENTIFIQUE DIALOGUE INTERRELIGIEUX



GENERATION NON-VIOLENTE (GNV)

10 ans de partenariat avec la Génération Non-Violente

L'association **Génération Non-Violente** a :

- **pour buts :**
 - o d'éduquer les enfants et les jeunes sans distinction aucune à la NON – VIOLENCE,
 - o de leur donner des outils pour la résolution NON-VIOLENTE de tous leurs conflits,
 - o de sensibiliser la société et les populations sur les méfaits de la VIOLENCE comme moyen de résolution de conflits,
 - o de promouvoir dans la société la NON-VIOLENCE ACTIVE pour son respect de la vie et de la dignité de l'homme, et son ouverture à la communication et au dialogue,
- **pour vision**, d'être un mouvement aspirant à un monde, une société sans violence, en respectant la dignité et la vie humaine,
- **pour mission** de faire de tous les hommes des bâtisseurs de Paix par la non-violence, en s'appuyant sur les jeunes avec le soutien des adultes.

Depuis 2006, la Fondation Konrad Adenauer, voyant l'enjeu de cette construction de paix par la non-violence en Casamance en plein conflit, a proposé un partenariat à la GNV.

Dès lors, depuis 10 ans, la GNV peut œuvre dans ce sens.

L'objectif principal est donc, celui de former :

1. les jeunes nés dans cet environnement de conflits, reconnaissent et aspirent à vouloir vivre dans la sérénité. Tous ont eu des parents victimes, beaucoup ont été témoins d'atrocités et sont blessés à jamais. Certains ont des amis encore dans le maquis, et tous veulent que cela cesse.
2. les adultes, afin qu'ils puissent eux aussi partager leurs souffrances, qu'ils deviennent acteurs de cette paix, et soutiennent les jeunes.

On n'entre pas dans l'association Génération Non-Violente, sans avoir participé à une journée de sensibilisation à la non-violence. A l'issue d'une telle journée, ils retiendront quelques notions de ce qu'est la violence et la non-violence.

Tous sont avides d'une suite en session d'approfondissement où les séminaristes exposeront, leurs vécus, leurs attentes à de telles sessions.

A la suite de cela, l'engagement leur est alors proposé :

Devant tous avec la grâce de Dieu et le soutien de mes frères vous tous qui êtes ici, je m'engage dans la « Génération Non-Violente ».

Je promets désormais de résoudre tous mes conflits sans usage de la violence et cela en tout temps, en tout lieu et en toute circonstance.

Je promets d'agrandir par mon témoignage la Génération Non-Violente pour un monde de **Paix et de la Fraternité**.

Ils reçoivent alors les signes distinctifs que sont :

- le bracelet où il est gravé « Génération Non-Violente ». En le mettant autour du poignet, nous voulons rappeler de manière permanente à l'homme que la force qui sort de sa main doit toujours être une force constructrice et non destructrice.
- l'écharpe aux couleurs de l'arc en ciel, signe de Paix, que les jeunes porteront ou brandiront, et qui matérialise leur engagement dans la Non-Violence et pour la Paix,
- le logo (sous forme d'autocollants), de la Génération Non-Violente est un arc en ciel dont on connaît la symbolique, entouré du bracelet dont il épouse la forme, avec au milieu la colombe et son rameau d'olivier signe de Paix.

Ils sont aussi invités :

- au port permanent du bracelet ;
- à agir en toute circonstance et à tout instant par la non- violence ;
- à promouvoir autour de soi la non-violence active ;
- à refuser l'indifférence face aux actes injustes de la vie autrement dit à s'engager contre la violence et l'injustice.

Les demandes sont fortes, même de la part d'autres pays d'Afrique, et même avec le soutien moral et financier de la Fondation Konrad Adenauer, nous n'arrivons pas à satisfaire toutes les attentes.

Afin d'aider toute cette population en quête de connaissance et de désir d'obtenir des outils, nous travaillons avec les Chefs de quartier, qui, étant au contact permanent avec la population, leurs petits conflits et tout ce qui en découle, ont grand besoin de partager leurs vécus et d'avoir des outils pour prendre en charge leur responsabilité. Ils viennent principalement de la région de Ziguinchor, et se retrouvent à Brin (9 km de Ziguinchor sur l'axe du Cap), au Centre de Recherche et de Formation en Gestion non-violente des Conflits, pour des sessions de 2 jours et plus.

La recherche de la paix passe aussi par les Agents pastoraux du diocèse de Ziguinchor, qu'ils soient Prêtres, Religieux ou Religieuses. Ils jouent un rôle important d'écoute et de conseiller auprès des personnes qu'ils rencontrent quelque soit leurs religions.

Les Comités CARITAS et les Commissions Justice et Paix accèdent aussi à ces sessions, tout cela grâce au soutien de la Fondation Konrad Adenauer.

Elle nous permet aussi de proposer des cinés clubs très appréciés des jeunes. Certes se sont toujours des films à thème sur la gestion des conflits, sur la violence, et la possibilité de gérer tout cela. Ils sont suivis de discussions qui permettent une réflexion des uns et des autres et une recherche de solutions à partir des exemples des films tels que : Invictus et Bafana (avec le vécu de Nelson Mandela), Gandhi, Martin Luther King, La Marche des sans terres, Non-Violent Action (marche indienne non-violente, faite par 25000 personnes), le cochon de Gaza (confit entre Israël et la Palestine), le Piano oublié (drame de la seconde guerre mondiale), le Discours du Roi (sur la difficulté à communiquer lorsque l'on est bègue), la famille Bélier (communication et intégration difficile pour une famille de sourds et muets), Va vis et deviens, Les Citronniers etc....

Ces cinés clubs sont organisés sur les secteurs de Ziguinchor, de Bignona et d'Oussouye.

Toujours pour nos jeunes dans le cadre de la non-violente à l'école, depuis 3 années, nous organisons un rassemblement pour les Gouvernements Scolaires des collèges, lycées et universités. Ce sont 380 à 450 jeunes qui se retrouvent pour une telle journée sur un thème, (la grève est-elle une guerre, la violence ...)

Sans oublier le 02 octobre, journée internationale de la non-violente, où après une formation, une marche est organisée de l'entrée de Ziguinchor à la place Saint Jean Paul II. Là sont lus divers messages de paix et d'encouragement. A cette marche se joignent la fanfare d'un collège privé et une délégation d'handicapés physiques en fauteuil roulant.

De même pour les enfants du Primaire, chaque 16 juin, journée de l'Enfant Africain, nous les rassemblons, afin de leur parler de la non-violence toujours possible dans leur vie quotidienne aussi bien à l'école que chez eux ou dans leur quartier. Se sont alors plus de 800 enfants que nous réunissons. Après Ziguinchor (l'impact des jouets armes), Bignona (une école pour tous), cette année en 2016, nous serons sur Oussouye pour la violence au quotidien.

Au bout de 10 années de partenariat, notre objectif est-il atteint ?

Nous constatons :

- qu'il y a moins de grève dans les établissements scolaires, et surtout qu'elles sont moins violentes,
- que les chefs de quartiers se servent de nos outils comme la médiation, la communication non-violente,

Nous réfléchissons à mettre en place dès mai 2016, des sessions en gestion de traumatismes, liés au conflit en Casamance. Le nombre de demandeurs pour la formation en gestion non-violente des conflits, augmente au point où pour diverses raisons, nous ne pouvons pas toutes les satisfaire.

Nous pensons :

- que la non-violence comme base ou fondement de gestion des conflits, est de plus en plus connue et acceptée,
- qu'une bonne partie du chemin est déjà faite. Adultes et jeunes ont pris conscience, que la paix ne vient pas en claquant des doigts, mais que c'est un travail de longue haleine au quotidien, qui prendra peut-être autant si ce n'est plus de temps que les années du conflit casamançais. Il faudra quelques générations pour que la Paix soit là.



ABBE CAMILLE JOSEPH GOMIS, PRESIDENT FONDATEUR

GROUPE DE REFLEXION ET D'APPUI AUX INITIATIVES FEMININES (GRAIF)

Programmes d'accès des femmes rurales à la gouvernance locale et du renforcement de leur rôle dans la gestion de l'Environnement

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Accès des femmes aux instances de décision et bonne gouvernance locale », le GRAIF a démarré depuis 2001 une collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer dans 14 collectivités locales (8 communes, 6 communautés rurales) situées dans la région de Thiès.

Communes et Communautés Rurales bénéficiaires du projet

N° d'ordre	Collectivité locale
1	Commune de Pout
2	Commune de Mékhé
3	Commune de Thiès
4	Commune de Cayar
5	Commune de Mboro
6	Commune de Khombole
7	Commune de Nguékhoh
8	Communauté Rurale de Diass
9	Communauté Rurale de Fandène
10	Communauté Rurale de Mont Rolland
11	Communauté Rurale de chérif Lô
12	Communauté Rurale de Touba Toul
13	Communauté Rurale de Notto G.Diama
14	Communauté Rurale de Notto Diobass

Grâce à l'appui de la Fondation Konrad Adenauer, le GRAIF a pu mener à bien les diverses activités prévues, atteindre les objectifs fixés et 'obtenir des résultats considérables

Objectif Général Du Projet :

- Contribuer à l'accès aux instances de prise de décisions pour une bonne gouvernance locale et autonomisation des femmes.

Objectifs spécifiques :

- Renforcer les capacités des femmes sur la gestion des collectivités locales
- Permettre aux femmes de participer efficacement aux prises de décision
- Assurer l'autonomie financière des femmes

Activités Réalisées :

De 2001 à 2016, l'appui de la FKA nous a permis de réaliser de nombreuses activités avec les femmes des groupements et élus locaux.

Les différents thèmes suivants ont été abordés :



- ✓ **En 2001** un forum a été organisé sur le thème : «Forte participation des femmes de la bases aux décisions politiques» dans la commune de Thiès présidée par Mme la Ministre Awa Dia Thiam. 800 femmes ont participé à cet événement.
- ✓ **En 2002** un autre forum sur le thème « Droit et Démocratie» a été organisé dans la commune de Thiès.
- ✓ **En 2003** des ateliers de formation ont été organisés pour les femmes et élus locaux sur « L'Emergence d'un leadership Féminin dans la Gouvernance Locale ».
Ces ateliers avaient comme sous thèmes: «L'étude des textes La décentralisation » ; « La gestion administrative et financière » ; « les compétences transférées aux collectivités locales ».
- ✓ **En 2004**, des séminaires ont été organisés dans les collectivités locales sur « L'appui à la mise sur pied d'un cadre local de concertation (CLC) pour une bonne gouvernance locale ». 200 personnes ont pris part à ces séminaires.
- ✓ **En 2005** des ateliers de formation des femmes et des élus locaux ont été organisés sur « Le processus Electoral » dans 05 collectivités locales.
Toujours dans la même année un forum a été organisé sur « Le renforcement des capacités des femmes et élus locaux pour une participation citoyenne et pour un dialogue interreligieux » dans la communauté Rurale de Touba Toul, animé par un prêtre et un imam.
Et enfin, en collaboration avec le Ministère de l'intérieur, des journées de formation et d'information ont été organisées sur « L'inscription dans les nouvelles listes électorales et les nouvelles Cartes d'Identité numérisées » Un matériel d'inscription numérisé mobile a été mis en place par le ministère de l'intérieur pour une simulation sur le processus d'inscription. Ceci a permis l'inscription massive des populations dans les nouvelles listes électorales et l'obtention de la carte d'identité numérisée.
- ✓ **En 2006**, une formation a été organisée sur « La gestion de l'état civil et la gestion foncière dans les communautés rurales » 480 femmes et élus locaux ont participé à ces journées de formation animées par un agent du ministère de l'intérieur.
- ✓ **De 2007 à 2016**, des formations et fora ont été organisées dans les collectivités locales sur :
 - o L'accès des femmes aux instances de décisions et droits et devoirs des femmes dans le processus électoral ;
 - o Le renforcement des capacités de femmes et leur appropriation des textes sur l'Acte III de la Décentralisation ;
 - o L'autonomisation financière des femmes
 - o Le rôle des femmes dans la gestion de l'Environnement

Ces formations et fora ont permis de sensibiliser les femmes sur le rôle qu'elles doivent jouer dans le processus électoral et les inciter à s'engager massivement dans

la politique afin qu'elles soient réellement représentées sur les listes des différents partis politiques.

Ils leur ont aussi permis de mesurer leur rôle dans la prise en charge des questions environnementales, notamment la gestion des ordures ménagères et des déchets plastiques.

Résultats

Ces différentes activités ont permis :

- à 5000 femmes et élus locaux issus de 14 communes et communautés rurales de la région de Thiès de se familiariser avec les textes de la décentralisation et la gestion des collectivités locales.
- la mise en place par les femmes de cadre local de concertation (CLC), tout parti politique confondu, pour discuter des problèmes une force de négociation avec les hommes.
- la négociation des femmes avec les présidents des collectivités locales et des chefs de village pour l'obtention de terrains d'habitation et de culture.
- L'engagement massif des femmes rurales dans les différents partis politiques.
- L'organisation par les femmes de campagnes de sensibilisation pour la collecte de la taxe rurale.
- L'implication des femmes à l'élaboration du budget des communes et communautés rurales.
- L'accès d'un nombre important de femmes aux différentes instances de décisions :
 - o bureaux de parent d'élève dans les écoles
 - o commissions domaniales (attribution des terres).
 - o comités de gestion des forages
 - o au comité de santé dans les postes de santé et dispensaires
 - o au conseil rural des collectivités locales (voir tableau)
- 2032 femmes actives dans le domaine économique (production locale) ont participé au forum organisé sur le thème « Femme, Développement local et Autonomisation »
- 30 groupements de femmes ont participé à la foire organisée au cours du forum.
- la dotation en équipement (moulin à céréales) et en matériel pour le conditionnement des produits agricoles transformés (jus de fruits locaux) par la Directrice Générale de l'Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée (ANRSA)
- Renforcement de 240 femmes dans les techniques de déchets des ordures et déchets plastiques

Quelques exemples de l'évolution de l'accès des femmes aux instances de décision suite aux élections locales de 2009

Collectivités locales	Situation avant mars 2009		Après les élections de mars 2009		Responsabilités occupées
	Nbre total de conseillers	Nbre de femmes	Nbre total de conseillers	Nbre de femmes	
Commune de Pout	32	5	46	13	- Prs C. Santé - Prs C. Affaires religieuse/sociale - Prs C. Fêtes et réceptions
C.R. de Diass	32	4	46	11	- Prs C.féminine
C.R. de Fandène	32	5	46	9	- 2° vice Présidente
C.R.de Chérif Lô	32	1	46	9	- Prs. C. féminine
C.R.de Mont-Rolland	32	2	46	9	- 2° Vice Présidente
C.R. de Noto G. Diama	32	1	46	4	- Prs C.féminine
C.R. de Touba Toul	32	6	46	12	- 2° Vice Présidente - Prs. C. Education
C.R de Notto Diobass	32	3	46	9	

NB : C.R. : communauté Rurale **Prs.** : Présidente

C : Commission

Ces actions de formation, sensibilisation, mobilisation et négociations ont conduit à l'élection de plusieurs femmes comme conseillères, vice-présidentes et responsables de commissions.

Ces résultats ont eu pour soubassement les actions de bases menées par le GRAIF au profit des femmes et ayant contribué de manière significative à l'amélioration de leur condition de vie.



Jubilé des 25 ans du GRAIF, en 2015 à THIES, avec plus de 3000 femmes

Cependant, force est de constater qu'il reste beaucoup à faire. Malgré ces avancées, le nombre de femmes conseillères est bien loin des espérances.

De même, les femmes élues ainsi que celles occupant d'autres postes de responsabilités doivent toutes se mobiliser, doubler d'ardeur afin de mettre en pratique leurs connaissances et savoir-faire au service de leur communauté. Elles doivent surtout servir d'exemple à leurs sœurs pour plus d'engagement. Par ailleurs, les femmes doivent participer régulièrement aux réunions pour s'informer et défendre leurs causes. Enfin, les femmes doivent être accompagnées d'avantage pour qu'elles puissent mener à bien les négociations, s'imposer lors de la confection des listes électorales dans leur localité.

De plus, les femmes ont manifesté le besoin d'être accompagnées pour renforcer leur autonomie financière, à l'heure où leur participation aux charges domestiques devient de plus en plus importante. A cet égard la Directrice de l'ANRSA leur a fait des recommandations relativement à l'accès aux nouvelles techniques développées par l'ISRA et l'ITA et au développement de l'Entrepreneuriat Féminin (Ministère, AD-PME...).

Les femmes ont pris l'engagement de s'impliquer aujourd'hui plus qu'hier dans la gestion des ordures et des déchets plastiques pour améliorer le cadre de vie de leur localité. A cet effet, elles ont demandé à être accompagnées par les collectivités territoriales et les partenaires au développement pour la mise à disposition d'outils de collecte (poubelles) pour assurer une bonne gestion des ordures.

MME JOSEPHINE NDIONE, SECRETAIRE GENERALE



JEUNESSE ETUDIANTE CATHOLIQUE DU SENEGAL (JEC)

Education à la paix et au dialogue à l'Université

Introduction

L'enjeu majeur auquel les différents gouvernements du Sénégal doit relever demeure incontestablement la stabilité en milieu scolaire et universitaire. Ce dernier segment du système éducatif national qui vaut notre présence ici, est de loin celui qui fait le plus la Une de l'actualité nationale de la manière la plus fracassante.

Mouvement de jeunesse citoyen, évoluant dans le milieu, la JEC-S ne pouvait pas rester insensible à ces remous qui secouent l'université sénégalaise. Si tout le monde est d'accord sur le principe que la résolution définitive de ces crises cycliques nécessite de gros investissements, la réflexion citoyenne doit tout de même être menée pour permettre aux citoyens pour ne pas dire étudiants de donner de son point de vue.

C'est en sens que l'appui et l'action de la Fondation Konrad Adenauer vient apporter de manière déterminante son apport dans ce processus.

I. Activités phares menées avec la Fondation

Nous l'avons dit, l'université sénégalaise est malade. Et le mal qui le ronge est profond. Ce qui fait que qu'elle est tout le temps sous tension. la première mesure prise par la Fondation Konrad Adenauer et la JEC-S, est de se dire, qu'il faut offrir aux acteurs, une tribune pour les permettre de s'exprimer.

1. Séminaire du 5 décembre et ses retombées

Entre fin 2011 et début 2012, le Sénégal était sur des braises. Le climat pré-électorale de la présidentielle de Février était très lourd. Le pays était dans une situation tendue. Et l'université n'était pas en reste. Il urgeait de se pencher sur cette situation.

C'est ainsi qu'un séminaire sur le thème : **« Rôle des mouvements confessionnels de jeunesse dans les processus électoraux »**, est organisé le 5 décembre 2011 lors de la visite du secrétaire d'Etat parlementaire allemand, Dr. Herman Krues avec le Mouvement Nationale des Jeunes de la Fraternité Musulmane de Pire au Cyber Sinkou de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Ce séminaire, il faut le dire, n'était pas uniquement réservé aux leaders des mouvements de jeunesse confessionnelle. Il y avait aussi les leaders du mouvement étudiant et d'autres structures de jeunesse.

La réflexion menée a abouti à l'engagement des leaders jeunes à faire un plaidoyer pour arriver à « zéro violence à l'université à la fin du processus électoral ».

Si on devait tirer le bilan, on dirait qu'il est à 100% satisfaisant. Parce que réputée très agitée en période électorale, l'université sénégalaise a été cette année le lieu plus calme durant tout le processus électoral. Ceci, grâce à l'action de la Fondation Konrad Adenauer et la JEC du Sénégal qui ont fortement contribué à forger l'esprit de dialogue dans l'espace universitaire.

2. Résultats du panel du 18 février

Conscientes qu'un travail de sensibilisation et conscientisation est un long processus, la JEC-Sénégal et la Fondation Konrad Adenauer ne sont pas arrêtées en si bon chemin. Parce que notre mission commune est de faire de l'université sénégalaise, un espace où prime le dialogue sur la confrontation physique et verbale.

C'est pourquoi, la question des bacheliers non orientés n'a pas laissé indifférent les deux partenaires. Au moment où celle-ci était encore plus aigue, c'est-à-dire au mois de février, la Jeunesse Etudiante Catholique Universitaire, c'est-à-dire, la Branche universitaire de la JEC du Sénégal, a organisé un panel sur le sujet avec la Fondation Konrad Adenauer à la Librairie Claire Afrique. C'était le 18 Février 2012. Il y avait entre autres personnalités à la table, Madame Ndiaye, secrétaire générale adjointe du SAES, M. Mamadou Ndiaye, médiateur de l'Ucad.

L'objectif était de faire en sorte que les revendications des bacheliers non orientés se fassent dans un cadre pacifique. Les représentants de ces derniers après avoir pris connaissance des textes régissant l'accès à l'université, ont décidé de se faire entendre par des moyens beaucoup plus pacifiques. C'est-à-dire par le dialogue. C'est cet engagement qui a conduit leur action jusqu'à la satisfaction de leur déléance.

3. Conclusions du séminaire du 13 et 14 Avril sur la prévention et gestion de conflits

Après les deux activités citées plus haut, il était devenu nécessaire d'outiller les leaders estudiantins en prévention, gestion des conflits et en médiation. C'est ainsi qu'a lieu les 13 et 14 Avril 2012 au Cyber Sinkou, le séminaire sur la « **Prévention et la gestion des conflits en milieu universitaire** ». Une cinquantaine de leaders d'amicales, d'associations d'étudiants y ont pris part. Dirigés par des sommités du monde universitaire sénégalais dont nous pouvons citer, Pr. Adrien Ndiouga Benga, doyen de la faculté des lettres, Pr. Boubacar Diop, dit « Buuba », ancien médiateur de l'Ucad, Pr. Mamadou Ndiaye, médiateur de l'Ucad et Mamadou Sy Albert, chargé de communication de l'Ucad, ce séminaire dont les conclusions ne sont pas encore publiées est sans contexte celui qui nous vaut le plus de satisfaction.

En effet, après un aperçu des différentes crises qui ont secouées l'université depuis sa création et de la façon dont elles ont résolu ; après avoir partagé les expériences des professeurs Buuba et de Ndiaye ; suivi avec intérêt les enjeux communicationnels dans la prévention des conflits avec Messieurs Sy Albert et Diégane Sarr, auteur d'un mémoire sur les violences et l'aspect communicationnel à l'Ucad, les participants ont procédé à un diagnostic profond et sans complaisance de la situation de l'université de Dakar.

Pour vous donner juste une idée sur le fruit du séminaire, nous vous diront simplement que les étudiants ont élaboré un mémorandum passant en revue les grands maux de l'université sénégalaise. Mais ils ne se sont pas seulement arrêtés à énumérer des problèmes. Ils ont surtout proposé des solutions, qui, à notre avis, si l'autorité les consulte, aura une bonne base de travail. Ce qui est plus intéressant encore, c'est que le mémorandum ne s'adresse pas seulement à l'Etat du Sénégal. Mais aussi, aux ONG et Organismes Internationaux, aux entreprises nationales et aux multinationales, aux Institutions internationales ainsi qu'aux Hommes et Femmes de bonne volonté.

4. Programme de prévention et gestion de crise à l'Université de Ziguinchor

Aujourd'hui, la Jeunesse Etudiante Catholique du Sénégal et la Fondation Konrad Adenauer développent un programme sur la prévention et la gestion de crises en milieu universitaire dans la région de Ziguinchor. Nous savons tous la sensibilité de la zone. La première session de formation a lieu les 18, 19 et 20 Mai et a rassemblé les étudiants de l'Université de Ziguinchor et de l'Institut Supérieur de Management. D'autres sessions vont suivre.

Il s'agit à terme, de pacifier totalement l'espace universitaire de Casamance pour éviter des drames comme celui qui a coûté la vie au jeune étudiant Bissau-guinéen. La deuxième activité dénommée, « **Journée Culturelle pour la paix** » est programmée pour le 14 Juillet à l'université de Ziguinchor. La finalité est de faire un plaidoyer culturel pour la stabilité dans le milieu universitaire de Casamance et du retour de la paix dans la zone.

La dernière manifestation est forum appelé : « Forum des leaders estudiantins et femmes de Casamance ». Par cette initiative, la Fondation Konrad Adenauer et la jeunesse Etudiante Catholique du Sénégal veulent créer un réseau entre les actions menées par les jeunes et les femmes qui sont recherche quotidienne de solutions pour pacifier l'espace universitaire et plus globalement la région.

Conclusion

L'Education à la paix et au dialogue à l'Université est une vaste et longue entreprise. Si quelques résultats ont déjà été enregistrés, cela prouve que le génie de la jeunesse sénégalaise n'a besoin que d'être appuyer pour prendre en charge ses préoccupations. C'est tout le mérite de la Fondation Konrad Adenauer qui a fait confiance à la jeunesse du pays dans toute sa diversité.



MOUVEMENT CONTRE LES ARMES LEGERES EN AFRIQUE DE L'OUEST (MALAO)

I - Présentation de MALAO

Le MALAO est une Organisation de la société civile à vocation sous- régionale créée au Sénégal en juillet 1999 dans la mouvance des activités de mise en œuvre du Moratoire d'Abuja.

Le MALAO a compris très tôt la pertinence de la notion des armes légères et de petit calibre dans un contexte ouest africain en pleine mutation sur le plan politique, juridique, économique et sociale. C'est tout naturellement qu'il a mené et a participé à de nombreuses recherches en collaboration avec des mouvements de la société civile et des ONG à l'instar de « Saferworld, Small Arms Survey, le GRIP, IANSA » etc...

1. Sa vision

MALAO a comme vision de libérer le Sénégal et de l'Afrique de l'Ouest de la prolifération et de la circulation illicites des ALPC, pour un développement durable dans la sécurité et la paix.

2. Sa mission

MALAO a pour mission principale de renforcer l'implication des citoyens dans la lutte contre les ALPC et leurs conséquences, en s'appuyant sur la notion fondamentale du respect de la vie pour une culture de la paix par l'information, la communication, l'éducation, la recherche.

3. Ses objectifs spécifiques

- Réduire la prolifération et la circulation illicite des ALPC et leurs conséquences au Sénégal.
- Transformer les comportements violents et créer une société sénégalaise et ouest africaine pacifique.
- Développer la sécurité inclusive pour une prévention et une protection plus efficiente des populations face aux attaques, aux conflits, aux délits de toutes sorte liés aux ALPC.

4. Axes d'intervention

En dix-sept ans, le MALAO a mis la problématique des ALPC à l'agenda des autorités et de la société civile sénégalaise et ouest africaine par le biais de :

- L'information,
- La communication,
- La sensibilisation
- La formation
- L'éducation et la recherche.

5. Résultats obtenus

- Formation sur les Armes Légères au Sénégal (FALSEN) soutenu financièrement par la FKA
- La création de support didactique, un CD FALSEN est disponible.
- L'éducation à la Culture de la paix, par la mise en place de Clubs de Paix. FALSEN Spéciaux :
 - o Organisation d'activités de formation, des campagnes de sensibilisation des femmes, des ex combattants, des jeunes,
 - o Ateliers pour le renforcement de capacités de Femmes, en Négociation et Plaidoyer, sur la RES 1325 et suivantes

6. Nos supports de communication

- **Une Bande dessinée** « Ma force est dans la paix », tirée à 20 000 exemplaires et distribuée dans les écoles au Sénégal (partenariat FKA, Ambassade d'Autriche, Ministère de l'Education) en Juin 2006. Cette BD a été traduite et publiée en 5 langues : français, diola, mandingue, anglais, portugais
- **Cartographie des Zones d'intervention** de la Fondation Konrad Adenauer dans la région naturelle de la Casamance.
- **Manuel de formation** : Education aux Méthodes de Résolution de conflits et Vulgarisation de la Résolution 1325, Financement FKA/Institut pour les Relations Etrangères (ifa) ZIVIK II juin 2013.



II- Le partenariat FKA / MALAO

Le Partenariat FKA/MALAO a aujourd'hui 16 ans. En effet, ce partenariat exemplaire a débuté en 2000 et s'est intensifié année après année. Il a été fructueux et dynamique notamment dans le cadre des campagnes de lutte contre la prolifération des ALPC et la sensibilisation à cette problématique et dans la stratégie de mise en œuvre d'une culture de la Paix.

De 2006 à 2016, le partenariat a été marqué des activités au niveau national, régional et sous régional, tant dans le domaine de la lutte contre les ALPC que de la Sécurité humaine.

La fréquentation régulière des infrastructures de la FKA, nous a permis d'organiser des ateliers de formation et de renforcement de capacités ou de lancer des campagnes de sensibilisation, dont les plus significatives auront été celles liées à la Campagne de lutte contre la prolifération des ALPC, en partant du Moratoire de Ba-

mako à la signature de la Convention de la CDEAO sur les Armes Légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes.

Le programme FALSEN – Formation sur les Armes Légères au Sénégal, soutenu financièrement par la FKA (Dr Karsten Dümmel – Dr Gehrold) et lancé en 2006, demeure le plus achevé par les résultats obtenus dans les domaines d'activités du MALAO.

Le lancement du programme FALSEN (Formation sur les Armes Légères au Sénégal) en 2006 illustre bien ce partenariat. Le programme, mis en œuvre au niveau national et sous régional, a intéressé l'ensemble des acteurs de la lutte contre les ALPC et victimes des conséquences de cette prolifération, au niveau de l'État, du Parlement, de l'Administration centrale et décentralisée, des ASC, ONG, Associations de femmes, Juristes, des Journalistes, des Associations de Jeunes, des clubs de Paix.

Des résultats ont été obtenus dans les domaines suivants :

- **Formation et Sensibilisation** : Le Programme FALSEN, mis en œuvre au niveau national et sous-régional, a intéressé l'ensemble des acteurs de la lutte contre les ALPC et victimes des conséquences de cette prolifération, au niveau de l'État, du Parlement, de l'Administration centrale et décentralisée, des ASC, ONG, Associations de femmes, Juristes, des Journalistes, des Associations de Jeunes, des clubs de Paix ;
- **Paix-Sécurité-Développement** : Le Programme Sous régional de lutte contre les ALPC (**PSR/ALPC**), notamment pour la deuxième destruction d'armes organisée à Samine, en présence des Ambassadeurs de Grande Bretagne, de Suisse, d'Autriche, de représentants du Parlement, des autorités Bissau-guinéennes, administratives et coutumières ; Cf. : *Les Flammes de la Paix mai 2010*.
- **Recherche** : « Les Journées de réflexion sur les Relations civilo-militaire. Le Concept Armée/Nation : le cas du Sénégal », les 25 et 26 mai 2011, sous le haut patronage de l'État-major Général des Armées;
- **Education à la culture de la Paix et supports de campagne** : CD FALSEN pour les Formateurs, Bande Dessinée en coopération avec la FKA et ASE-COD : « Ma Force est dans la Paix » traduite en anglais, portugais, langues nationales : mandingue, pular. Elle a fait l'objet d'une remise officielle au Ministre des Affaires Étrangères de La Gambie et aux autorités frontalières de la Guinée Bissau, pour distribution dans les écoles des villages frontaliers.
- Le **Programme ZIVIK (Andréa Kolb 2011-2016)** : Programme de prévention et de gestion de crise en Casamance, relatif au « Renforcement de capacités sur la Sécurité humaine et l'Education à la culture de la Paix », au « Renforcement de capacités des femmes dans le processus de médiation du conflit, la protection des femmes contre les violences sexuelles et les violences basées sur le genre, le rôle des femmes dans la prévention du conflit

et dans la reconstruction post-conflit », aux rencontres communautaires et aux émissions radios communautaires animées par les représentantes des organisations de femmes. Cf. : *Carte zones d'intervention MALAO/ZIVIK et le Manuel de Formation*



III- Conclusions ou leçons à tirer

Ce long partenariat a permis la mise en place d'une politique d'Information et de Sensibilisation propre aux équipes de formateurs du MALAO, ainsi que des méthodes d'Education alternant, ateliers, rencontres communautaires, émissions radio animées par les personnes ressources produits du programme FALSEN.

Le résultat final de ce partenariat sera la mise en place prochaine d'une base de données alimentée par nos résultats de recherche.

UN PARTENARIAT FECOND QUI A CONNU DES MOMENTS FORTS ET DES MOMENTS FAIBLES, CAUSES PAR LA RARETE DES RESSOURCES. MAIS LA QUALITE DES PERSONNES RESSOURCES ET DES PARTENAIRES (Équipes FKA/MALAO) ONT RENDU POSSIBLE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS FIXES AU SEIN DES PROGRAMMES (DEMOCRATIE, JUSTICE, LIBERTE, PAIX).



GEORGES HONORE NDIAYE, DIRECTEUR DU MALAO



MOUVEMENT CITOYEN

La formation et la participation au centre des activités

Le Mouvement Citoyen, dès sa création en 2002, a jeté les bases d'un partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer qui porte en elle, les idéaux de paix, de justice. Les axes stratégiques du Mouvement Citoyen rencontrent les objectifs de la Fondation qui porte le nom du Chancelier allemand Adenauer. Il s'agit de mettre l'accent sur la citoyenneté, le civisme, la démocratie participative, l'éducation à la citoyenneté. Il est vrai que pour les jeunes, atteindre la citoyenneté signifie accéder à l'emploi et participer à la prise de décision, en tant que leaders.

Une des originalités du Mouvement Citoyen demeure la recherche académique et appliquée. A cet effet, la FKA finance la revue du Mouvement, « la Lettre du Citoyen » et quelques études comme la réédition de celle qui porte sur « l'émigration clandestine », qui avait été financée par l'ambassade des Pays Bas.

Avec le partenaire stratégique qu'est la Fondation Konrad Adenauer, le Mouvement Citoyen a développé un programme qui tourne autour de l'éducation citoyenne, le dialogue interreligieux, le dialogue intergénérationnel, les manifestations culturelles, la violence politique.

I. La formation citoyenne

Elle vise essentiellement

- ✓ La promotion d'une citoyenneté active ciblant prioritairement les jeunes, les femmes, les étudiants en particulier, mais de façon plus générale les classes moyennes, vecteurs de tout changement qui se veut durable
- ✓ L'éducation et la formation civique
- ✓ La décentralisation
- ✓ La culture de la paix pour le développement
- ✓ Le leadership féminin

Stratégies d'actions privilégiées :

- Information, Education Communication (IEC)
- Mobilisations sociales
- Séances de lectures commentées
- Ateliers de réflexions, d'échanges et de partage, séminaires, conférences, colloques
- Emissions radiophoniques
- Représentations théâtrales
- La recherche
- Edition d'études et de travaux de recherche
- Projection de films

Au titre de ce partenariat, différents projets et activités essentiels ont été conduits.

C'est ainsi que de très nombreux ateliers de réflexion, des lectures commentées et séminaires de formation sur diverses thématiques touchant le genre, le leadership, le dialogue inter-religieux, le dialogue intergénérationnel, le dialogue politique, l'émigration clandestine, la décentralisation, la gestion du cadre de vie, l'assainissement, la paix et le bon voisinage sont à mettre à l'actif de notre partenariat.

Des bourses et allocations d'études octroyées à des dizaines d'étudiantes et d'étudiants. Tous ont pu mener à terme leurs études ; certains d'entre eux enseignent aujourd'hui dans les universités, d'autres performant dans la fonction publique, le secteur privé ou sont actifs dans les partis politiques et les Organisations de la Société Civile.

Dans le cadre de la promotion de la paix et du développement, un focus particulier a été mis sur la conduite d'activités en Casamance.

C'est ainsi que grâce au concours financier de la FKA, on peut dérouler un Programme spécial Casamance. A travers l'entrée par le théâtre, les séminaires, tables rondes, ateliers, colloques et symposium, le Mouvement Citoyen a apporté une contribution significative aux efforts déployés par le gouvernement et ses partenaires, en faveur de la consolidation de la paix dans cette région meurtrie par plus de trois décennies de conflit armé. Il convient de signaler que toutes les activités menées en Casamance en faveur de la paix sont accompagnées d'émissions radiophoniques interactives.

Au titre des résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Casamance, on peut noter :

- La tenue d'un atelier de formation sur le rôle des élus locaux dans la gestion des terres et de l'environnement en Casamance
- L'organisation d'un symposium « Apport des religieux et des leaders coutumiers dans le règlement des conflits armés et sociaux en Casamance »
- Atelier de formation sur la place du sport dans la recherche de la paix en Casamance : l'exemple du Casa Sports, club phare de la région et des autres clubs
- Des dizaines de représentations théâtrales avec la troupe TOTOK, dans les lycées et collèges de la région, mais aussi les collectivités locales
- Des émissions radios sur le thème de la paix et de la réconciliation

Ailleurs dans le reste du pays, notamment dans la région de Thiès, des actions d'éducation, de formation et de sensibilisation ont été menées, en partenariat avec les radios communautaires en 2008/ 2009 à la faveur des élections locales.

C'est ainsi que par le biais de tables rondes radiophoniques, de magazines et d'émissions interactives, les sous-thèmes portant sur rôles et responsabilités des élus locaux, le profil de l' élu local en rapport avec les attentes des populations ont été abordés.

On notera aussi que c'est grâce à l'appui de la FKAS que le MC a réédité en 2009, la première étude de référence sur l'émigration clandestine, menée au Sénégal ; la première édition étant appuyée par l'Ambassade des Pays-Bas.

La FKA a appuyé l'édition de plusieurs numéros de la Revue du Mouvement « La Lettre au Citoyen », un périodique qui aborde différentes questions de société. Les trois numéros portent respectivement sur « Environnement et développement durable », « les mutations de la société sénégalaise », « Démocratie, culture et participation citoyenne ».



Séminaire, décembre 2015

Actions menées et résultats obtenus avec le concours d'autres partenaires

En matière de décentralisation, de développement territorial et de bonne gouvernance, le MC est très actif :

- Appui/accompagnement de collectivités locales dans l'approche du budget participatif sensible au genre

C'est un appui technique, organisationnel et financier qui vise à impliquer davantage les citoyens dans la planification, budgétisation et gestion des collectivités locales, avec un focus sur la participation, la redevabilité, le suivi-évaluation participatif.

A cet effet, des outils didactiques ont été conçus de manière participative (exemple le guide de budgétisation participative sensible au genre mis à la disposition des acteurs territoriaux).

Les acteurs locaux bénéficient également de sessions de formation et de renforcements de capacités sur la décentralisation, le leadership, la gouvernance, etc.

- Projet de mise en place d'espaces de services d'information et de communication, en appui à la communication pour le développement dans les secteurs prioritaires du développement territorial.

Grâce à ce projet, les populations des zones reculées peuvent disposer de l'outil informatique, de connexion internet, de matériel de reprographie et de divers services en lien avec l'information, la formation et le renforcement de leurs capacités.

- Des subventions pour la conduite de micro-projets portés par des femmes et des jeunes dans les régions nord du Sénégal

- Des bourses de recherche accordés à de jeunes chercheurs travaillant sur des thématiques ayant un lien avec les exclusions, les inégalités sociales, la pauvreté et les groupes vulnérables
- Conscient de l'importance de l'enjeu du dividende démographique, le MC a très tôt pris en charge la problématique de l'employabilité des jeunes filles et garçons, à travers des séries de formations qualifiantes en entrepreneuriat et élaboration de projets personnels et en leadership, développement personnel au bénéfice des jeunes filles des partis politiques et organisation civiques du Sénégal.

Aujourd'hui, le Mouvement Citoyen s'est ouvert à d'autres institutions étatiques et non étatiques comme l'ANPEJ et ENDA.

Perspectives : Nous devons continuer ce que nous faisons mais ajouter deux axes qui me semblent essentiels un travail autour d'une meilleure compréhension autour des enjeux des APE et les questions, migratoires.

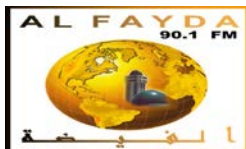
MME PENDA MBOW, PRESIDENTE DU MOUVEMENT CITOYEN



Totok joue « L'Environnement »



« Les maux sociaux »



RADIO ALFAYDA FM 90.1

Connaître ses droits par voie radiophonique

La radio ALFAYDA fait partie des nombreuses réalisations que l'éminent Cheikh Hassan Cisse de Medina Baye en sa qualité de président fondateur de l'institut Islamique Africain Américain (AAIL) a mis à la disposition des populations de la région de Kaolack pour les permettre de s'informer correctement sur les questions d'actualités de s'éduquer aussi dans le domaine de la sante, des droits de l'homme et de la démocratie, de l'agriculture bref sur tout ce qui peut améliorer leur bien-être économique civique culturel et religieux, le but poursuivie pour une émergence civique des citoyens. La radio Alfayda couvre une espace géographique allant des régions de Fatick, Kaolack et Kaffrine ce qui constitue un périmètre d'écoute de plus 90 km², elle est implantée dans cette zone centre qui est essentiellement rurale.

Encore aujourd'hui dans cette zone le français quoique langue officielle n'est pas accessible à toutes les couches de la population du fait d'un taux d'alphabétisation qui reste parmi les moins élève et un système d'éducation dispense en arabe (éducation religieuse).

Constatant que l'ignorance des droits de l'homme ici même dans cette localité revêt une double dimension caractérise par la méconnaissance des droits de l'homme aussi et surtout le refus de connaître ces droits

Partant du fait que la méconnaissance, l'ignorance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains sont libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme. (Préambule de la déclaration des droits de l'homme).

Considérant que l'éducation doit viser le plein épanouissement de la personnalité humaine et participer au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La radio Alfayda et la fondation Konrad Adenauer en bons partenaires se sont données comme mission de promouvoir les droits de l'homme en mettant en exergue les compétences de base en formation des droits de l'homme et en éducation de la citoyenneté. L'objectif est de voir émerger un nouveau type de citoyen conscient de ses droits et obligations mais aussi capable d'exercer son rôle de contrôle du citoyen.

Cette émission xam sa yelef (connaître ses droits) est un cadre d'expression et d'information pour différentes couches socioculturelles de la localité, elle donne aux auditeurs les moyens de connaître leurs droits et leurs devoirs, de distinguer les infractions et les peines encourues de comprendre leurs obligations envers la famille et la société de mieux s'imprégner du fonctionnement des institutions démocratiques etc....Nous développons aussi dans cette émission un rôle d'alerte et de veille d'incitations au civisme.

L'émission Xam sa yelef (connaître ses droits) fruit de la coopération avec la fondation Konrad Adenauer a apportée pour les populations de la région arachidière une émergence civique ; elle contribue ainsi à la démocratie et à un état de droit, elle renforce la capacité de contrôle du citoyen pour une bonne transparence dans la gestion publique.

La fondation Konrad Adenauer a contribué à partir de cette émission a élargie la visibilité et la notoriété de la radio Alfayda, elle a permis d'augmenter considérablement ses écoutes et son audimat dans la zone centre, l'émission est diffusée tous les mardis à partir de 16h et rediffuser le Mardi à 16 h. Elle Compte à son actif de multiples thèmes notamment :

- Le Referendum sur le projet de révision constitutionnelle
- La gestion foncière dans les collectivités locales
- La problématique de la gouvernance des collectivités locales enjeux et perspectives acte 3
- L'élaboration du vote et la transmission des documents budgétaires
- La restauration du quinquennat pour le mandat présidentiel
- L'élargissement des pouvoirs de l'assemblée nationale en matière de contrôle de l'action gouvernementale
- L'état civil : les différents d'actes d'état civil
- Les violences faites aux femmes et au groupe vulnérables : viol, abandon de familles, répudiation, Les sanctions prévues par la loi
- La modernisation du rôle des partis politiques dans le système démocratique
- L'avance de l'extrémisme religieux en Afrique
- Le respect des droits humains, des femmes, des enfants ancrage de la démocratie et des idéaux démocratiques
- Décentralisation et développement local
- Environnement et développement durable

Pour terminer nous avons l'honneur et l'agréable plaisir de signifier à notre partenariat la fondation Konrad Adenauer que notre émission xam sa yelef a large contribution à apaiser le climat social durant la campagne et les élections référendaires du 20 mars 2016 à travers les thèmes d'émissions débattues. Aussi nous voudrions par cette occasion remerciée très sincèrement la fondation pour sa disponibilité sa bonne coopération et son agréable collaboration que nous souhaitons durable.

M. IBRAHIMA GAYE, DIRECTEUR DE LA RADIO ALFAYDA KAOLACK

RADIO CONVERGENCES THIES FM

Une radio de réflexion et d'éducation à la citoyenneté

CONVERGENCES, émission de radio interactive à la RTS Thiès FM 100.6

Convergences a vu le jour depuis les élections législatives de 1998 et ce fut la version radiophonique des cycles de conférences organisées dans le diocèse de Thiès en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer. **Convergences** est une émission interactive d'échange, d'information et de formation du citoyen sur toute question d'intérêt public. Le slogan de **Convergences** c'est de s'unir autour de l'essentiel malgré nos divergences !

La thématique de cette émission épouse les grandes lignes de la vision de la FKA et s'articule essentiellement autour des notions de bonne gouvernance (locale en particulier), de la démocratie, de la paix ; elle met un accent particulier sur le civisme, l'éducation à la citoyenneté et c'est pourquoi elle s'implique beaucoup dans la préparation, le déroulement et l'évaluation de chaque joute électorale. **Convergences** s'intéresse beaucoup à la problématique de l'environnement, aux questions éducatives et à certains faits de société tels que la mendicité, la délinquance juvénile, la scolarisation des filles, le dialogue interreligieux au Sénégal... en sus des questions d'actualité.

Nous disposons de personnes ressources dans tous les domaines et nous leur laissons la latitude de partager leurs expériences et connaissances avec les auditeurs ; ces mêmes auditeurs ont la possibilité d'intervenir en direct pour poser des questions ou proposer leur point de vue. Il reste entendu que nous restons dans les limites du politiquement correct car nous émettons dans une station publique, la RTS, et que notre partenariat avec la FKA nous oblige à un certain droit de réserve devant telle ou telle question sensible. En outre, nous tentons d'être à équidistance avec les religions, les chapelles politiques ou autres colorations idéologiques...donc de converger vers l'essentiel qui nous unit.

Qu'en est-il de l'impact de ces émissions ? Les indicateurs qualitatifs sont toujours difficilement mesurables mais le feedback que nous en recevons est très réconfortant, surtout quand il nous vient d'auditeurs insoupçonnés ! Le nombre d'appels reçus durant les émissions (une quinzaine par an) montre également que **Convergences** est très écoutée aussi loin que portent les ondes de la RTS Thiès FM, 2 fois par mois le dimanche de 16h à 17h.

En définitive, **Convergences** se veut être la vitrine de la FKA au niveau de Thiès et environs et à son image, elle veut faire rayonner les idéaux de paix, de démocratie et de justice, conditions sine qua non du développement du Sénégal.

M. ALBERT FAYE, REALISATEUR

RESEAU DES BOURSIERS ET ANCIENS BOURSIERS DE LA FONDATION KONRAD ADENAUER (REBAFKA)

Le REBAFKA, un partenaire naturel de la FKA

Créé en mai 2010 à Saint-Louis du Sénégal conformément aux dispositions du code des obligations civiles et commerciales au cours d'une sortie pédagogique, le Réseau des Boursiers et Anciens Boursiers de la Fondation Konrad Adenauer (Rebafka), est une association à but non lucratif. De nos jours, il compte 149 membres issus d'une dizaine de nationalités africaines.

Objectifs du REBAFKA :

Cette association a pour but :

- Unir ses membres, animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- Créer un cercle d'échanges et de rencontres ;
- Approfondir nos connaissances à travers la diversité des membres ;
- Travailler pour la démocratie, la citoyenneté et les droits de l'homme.

Nos activités :

Le REBAFKA a plusieurs activités dont les plus visibles sont :

La journée culturelle ou d'intégration: Elle est une occasion pour les boursiers et anciens boursiers d'échanger, de partager et de se divertir. Au terme d'un exposé fait par un invité sur une problématique contemporaine ou d'actualité, les boursiers procèdent à la présentation de leurs nationalités ainsi qu'à la dégustation des différents plats de leurs pays respectifs.

- Les Thés débats :** Le dernier dimanche de chaque mois, les boursiers et anciens boursiers se retrouvent, sous les manguiers de la Fondation, pour débattre d'un sujet d'actualité ou de tout autre sujet présentant un intérêt aux yeux du plus grand nombre d'entre eux.
- La sorties pédagogique annuelles :** Au mois d'avril de chaque année, les boursiers et anciens boursiers de la FKA choisissent de se rendre dans une ville du Sénégal pour une période de 3 jours. Mais auparavant, le bureau du REBAFKA identifie un thème général qu'il scinde en 3 sous-thèmes qui fera l'objet d'exposé et de débats lors du séjour. Les différentes communications et contributions faites au cours de cette sortie annuelle, sont ensuite, corrigées et publiées dans le site du REBAFKA. Elles sont appelées « **actes du colloque** » de la ville en question où s'est tenue la rencontre.
Au dernier jour de cette activité, il est procédé au renouvellement du Bureau du REBAFKA après la présentation du bilan du bureau sortant et de sa démission officielle.
- Réception de nouveaux boursiers :** Après l'entretien pour l'obtention de la bourse de la FKA, une cérémonie de réception est organisée sous forme de

dîner pour les admis : les nouveaux boursiers. A cet évènement les anciens boursiers sont invités accueillir et parrainer les nouveaux.

- d) **Participation aux activités de la FKA** : Le REBAFKA, est le partenaire le plus proche de la Fondation Konrad Adenauer. Lorsque celle-ci organise des manifestations, les boursiers et anciens et anciens boursiers sont souvent à ses côtés. Ils s'impliquent aussi bien dans les préparatifs, dans l'organisation et parfois même dans les communications à l'image du dernier colloque de l'année 2015 portant sur la jeunesse et la religion auquel plusieurs boursiers et anciens boursiers avaient fait des communications notamment : Mamadou Yaya Baldé, Fatoumata Binetou Diallo pour ne citer que ceux la.

Bilan :

Après 6 ans de cheminement avec la FKA, le REBAFKA se félicite de ce fructueux partenariat auquel ses membres ont tiré de nombreux avantages. La Fondation avec ses nombreux programmes de formation et d'activités, est pour nous nous, boursiers et ancien boursiers, une véritable école.

Grâce au soutien sans faille de la Fondation, aujourd'hui nous avons au sein de notre réseau des « petits experts » comme nous avons l'habitude de le dire depuis quelques années. Si avant, la Fondation faisait appel à des personnes extérieures pour des séminaires, panels et autres activités du REBAFKA et même pour certaines de ses activités elle-même, maintenant de plus en plus la Fondation s'appuie sur les membres du REBAFKA qui s'acquittent bien de ce rôle.

Les formations de la fondation dont nous avons bénéficié nous ont permis, au REBAFKA, d'avoir des : modérateurs, des panélistes qui, parfois représentent la Fondation même à l'extérieur du Sénégal.

A cela, s'ajoute un fait indéniable : Beaucoup de nos boursiers se sont forgé une véritable personnalité ainsi qu'un certain leadership à travers les débats et le climat de convivialité qui y a toujours prévalu entre les uns et les autres à la FKA et au REBAFKA.

Dans ce même sillage, il convient de signaler un autre apport considérable de la Fondation au REBAFKA qui a toujours consisté à nous permettre de côtoyer d'éminentes personnalités de ce pays, de l'Afrique, de l'Allemagne etc. Les cas du Dr. Cheikh Tidiane Gadio, ancien ministre des Affaires étrangères et de M. Mathias venu de l'Allemagne, en sont une parfaite illustration.

Toutes ces formations et rencontres ont également contribué à l'éducation citoyenne et au renforcement de l'engagement politique, social et culturel de nos membres.

A ce propos, c'est avec beaucoup de fierté d'ailleurs, que nous citons notre sœur Fanta Diallo qui a été adjointe au Maire de Fann-Pont E-Sicap Amitié et bien d'autres boursiers et anciens boursiers qui, aujourd'hui, occupent des positions respectables dans leurs pays respectifs.

En somme, le REBAFKA, se réjouit d'être un espace d'intégration où du fait des profils différents de ses membres (aménagistes, journalistes, juristes, managers, etc.), se dégage un synchronisme culturel. Cette diversité qui constitue une des forces du REBAFKA, est le socle sur lequel repose les autres principes et valeurs universels qui

nous unissent; lesquelles valeurs restent, entre autres, la démocratie, la paix, la liberté et la justice.

40 ans de présence de la FKA au Sénégal. Que du chemin parcouru ! A l'occasion de cet immense bonheur de souffler ses 40 bougies, le REBAFKA, souhaite à la Fondation et à tout son personnel, un joyeux anniversaire et totale réussite dans l'atteinte de ses objectifs et mission futures.

MAMADOU YAYA BALDE, PRESIDENT DU REBAFKA



Palmarin 2013



Djilor 2016